21-22-23 mai : FETE LO - LCR

Rouge

Chili : l'automne du tyran P.11

M 1578 N°1064 6F | Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale) | du 20 au 26 mai 1983

Pour clouer le bec à la droite

continuons la mobilisation!

Quelle austérité ?

175 milliards de mieux pour les généraux !

SUR proposition du gouvernement, le Parlement à écrasante majorité PS et PC s'apprête à voter un budget incroyable, celui de l'armée. Entre les généraux et les travailleurs, ils ont choisi. Imaginez : une loi de programmation militaire de 830 milliards de 1984 à 1988, réévaluable fin 1985. Un chiffre astronomique qui déroute. La simple reconduction du budget militaire actuel pour les mêmes années représenterait 655 milliards. Soit une augmentation prévue de 175 milliards ! Des chiffres incroyables. Cela veut dire pour chacune des cinq années à venir une augmentation de 35 milliards.

Qui paye ? On ne le sait que trop ! Le plan d'austérité opère une ponction de 70 milliards. La moitié, soit 35 milliards, sera consacrée aux joujoux nucléaires de nos généraux en mal de guerre. Scandaleux ! Intolérable ! On sait ce que représente pour les familles ouvrières le poids du tiers provisionnel à payer avant l'été, la charge que représentent les augmentations de toutes sortes. Un des choix les plus graves depuis le 10 mai 1981 !

Voilà ce que nos chers parlementaires risquent de voter ces jours-ci. Ils vont mettre, eux et le gouvernement, le pays dans le peloton de tête des fauteurs de guerre. La moitié de l'argent récupéré par les mesures d'austérité y passera. Et Delors, dans sa lettre aux contribuables, ose écrire qu'il s'agit de donner « un coup de collier » pour « notre industrie nationale ». De qui se moque-t-il, avec ses leçons de morale à deux sous, quand ses mesures nous coûtent si cher.

C'EST encore la droite qui va pavoiser. Elle sait qu'un tel budget entraîne forcément des coupes claires dans les budgets sociaux, ceux de l'école ou de la Sécurité sociale. Elle n'avait pas besoin de ce coup de pouce du gouvernement pour être à l'offensive. Toutes les démagogies lui sont bonnes, elle qui se nourrit des capitulations du gouvernement face à toutes les exigences patronales. A l'affût des manifestations des catégories en lutte, telles que commerçants et artisans, elle trouve dans les organisations qui les stimulent, des alliés de choix, qu'ils s'appellent Bernasconi (CGPME), Nicoud (CID-UNATI), Deuil (SNPMI). Ces vagues d'assaut contre un gouvernement apeuré lui permettent d'accréditer l'idée que le fruit du 10 mai pourrit sur pied, que la récolte du pouvoir est proche.

DANS cette situation, la grande muette, ce n'est plus l'armée, mais le mouvement ouvrier. Pris en tenailles entre l'austérité du gouvernement et l'offensive de la droite, celui-ci subit le choc. PS et PC au pouvoir disent aux travailleurs de ne pas trop bouger. D'abord, paraît-il, cela ferait le jeu de la droite. Comme si elle ne s'amusait pas en ce moment. Ensuite, disent-ils, comment faire autrement : c'est la crise ! Pas pour tout le monde, cette crise... La crise, elle ne pèse aujourd'hui que sur les travailleurs. Alors, plutôt que de rester entre le marteau austérité et l'enclume des attaques patronales, reste la seule voie, celle de la mobilisation unitaire.

Il est grand temps que, pour leurs revendications et leurs intérêts, les travailleurs se mobilisent. A la fois contre l'offensive de la droite et des patrons, et contre le plan Delors qui se modèle à leurs pressions. Alors, ensemble, préparons la mobilisation, reprenons aux patrons ce que le plan d'austérité nous vole, exigeons des confédérations syndicales l'organisation d'une grève nationale unitaire et interprofessionnelle. Assez des jérémiades des nantis. Reprenons la rue à la droite et aux patrons.

REPERES

Hernu prépare un nouveau mauvais coup

LA réforme du service militaire discutée par le Parlement au début de la semaine est un mauvais coup de plus perpétré contre les luttes de soldats. Charles Hernu, comme pour mettre les points sur les i, n'a pas hésité au même moment à faire sanctionner de 20 jours d'arrêts les soldats identifiés par la sécurité militaire, devenue DPSD (direction de la protection et de la sécurité de la Défense), à la suite de leur participation en tenue et à visage découvert aux manifestations ouvrières du 1er Mai. Pour l'heure, tous ne sont pas encore aux arrêts, mais il est à craindre que la plupart d'entre eux fassent les frais d'un geste courageux qui les a conduits à se tourner vers le mouvement ouvrier dont ils attendent aide et protection.

A l'heure où la droite et l'extrême droite se mobilisent, le ministre de la Défense ne lésine pas sur les moyens pour frapper ceux qui, sous l'uniforme, entendent rester des travailleurs à part entière. Cela est en tout point conforme au projet de réforme du service qui vient d'être présenté devant l'Assemblée.

Ainsi est désormais instauré un service à la carte qui va se traduire par un allongement du temps de service pour les appelés les plus défavorisés sur le plan social.

Dans le même temps, cette réforme élargit le droit aux dispenses *« des jeunes gens dont l'incorporation pourrait entraîner la fermeture de l'entreprise qu'ils dirigent »*. Comme le fait remarquer la Ligue des droits de l'homme : *« A tout prendre, le rachat d'un bon numéro, au temps du tirage au sort, était plus simple... »* On ne saurait mieux résumer, en effet, la signification de cette réforme.

Pour ce qui concerne les libertés, c'est la même chose. Hernu s'est même purement et simplement opposé à un amendement reprenant intégralement une ancienne proposition socialiste pourtant très timide. Les soldats restent des citoyens de seconde zone privés des libertés démocratiques élémentaires d'information (*Rouge* et d'autres publications restent interdites) d'expression et, bien sûr, du droit de s'organiser de manière indépendante de la hiérarchie militaire.

Pour faire respecter ces interdits, Hernu comme ses prédécesseurs aura recours à la répression. C'est à cette unique fin qu'il s'est opposé à la suppression du rab disciplinaire qui pèse si lourd sur les luttes des soldats. Enfin, les mesures concernant le statut de l'objecteur de conscience ou bien encore l'affectation d'appelés dans la gendarmerie mobile vont dans le même sens : elles aggravent la situation actuelle dans le sens d'une restriction des libertés démocratiques.

Que 10 000 soldats, que quelque 150 000 jeunes civils aient signé depuis 18 mois des pétitions exigeant le respect des engagements pris, et notamment la réduction du service à six mois pour tous et les droits démocratiques dans les casernes, Hernu n'en a que faire.

Il est des devoirs du mouvement ouvrier d'exiger la levée immédiate des sanctions qui frappent les soldats qui ont manifesté le 1er Mai et le respect des libertés dans les camps, les bases et les casernes.

Jean-Louis Michel

BEREGOVOY : « Je suis très bien là où je suis »

Invité à « L'heure de vérité » sur Antenne 2, le 12 mai, P. Bérégovoy, ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, s'est affirmé comme valeureux défenseur de la politique gouvernementale.

Après avoir été controversé, au sein même du gouvernement, pour ses positions sur le remboursement de l'avortement, il avait redoré son blason en réussissant la « difficile » négociation de la retraite à soixante ans.

Aujourd'hui, c'est de l'ensemble de la politique du gouvernement qu'il se fait le chantre, donnant aux Français l'image d'un homme sérieux, qui connaît bien tant les dossiers de la protection sociale que ceux du chômage. Mais aussi, il n'hésite pas à s'affirmer comme « totalement solidaire » du choix du système monétaire européen, alors qu'il n'est un secret pour personne qu'il faisait partie de ceux-là même qui hier y étaient opposés.

Rien d'étonnant dès lors à ce que quelques journalistes perfides titrent sur *« un premier ministrable »* ou encore parlent de ses *« ambitions »*... au corps défendant de l'intéressé qui affirmait, pendant l'émission, *« n'avoir jamais programmé sa carrière »* et surtout vouloir rester à sa place : *« Je n'ai pas pour habitude de faire le travail des autres, je suis très bien là où je suis. »*

Au-delà des supputations des journalistes, une chose est sûre : après avoir passé sans gloire ni prestige le cap du deuxième plan d'austérité et en prévision des tempêtes à venir, le gouvernement ressent le besoin de se redonner une image de marque.

Mais les démonstrations de cet ordre ne sont pas convaincantes. Et Bérégovoy a beau en appeler, après que Mitterrand et Mauroy l'aient fait, au peuple de France : *« Aidez-nous à gagner la bataille de l'inflation »*, ou se faire le « rassembleur » des militants socialistes pour le prochain congrès ; il ne donne aucune réponse, aucune garantie sur les problèmes que se posent les travailleurs, que ce soit le chômage, le financement de la retraite ou l'ensemble du système de protection sociale.

C'est pourtant bien cela le fond du problème. Pour y répondre, il ne suffit pas de changer d'hommes, mais de politique.

De ce point de vue, la prestation de Bérégovoy illustre l'impasse dans laquelle s'enfonce le gouvernement de Mitterrand.

ARMEE « Les syndicats en défense d'un travailleur sous l'uniforme »

Le 1er avril 1982, Yves Struillou est appelé sous les drapeaux. Reçu en février 1982 au concours d'inspecteur-élève du travail, il bénéficie durant son service militaire d'un report de nomination à l'Institut national du travail, qu'il doit rejoindre le 5 avril 1983, à l'issue de son service.

Au cours de son année sous les drapeaux, le canonnier Struillou va totaliser 85 jours d'arrêts. Les motifs : signature de pétition, intervention en matière d'hygiène et sécurité, participation en uniforme au défilé du 1er Mai, publication dans le journal *le Monde* d'un correspondance narrant ses mésaventures.(...)

Dès qu'elles en sont informées, en novembre 1982, les sections syndicales CFDT et CGT de l'INT décident de soutenir leur collègue sous l'uniforme.(...)

En mars 1983, Struillou est menacé de 39 jours de maintien au corps à l'issue normale de son service. Ce qui aurait eu pour conséquence, entre autres, de retarder d'un an son entrée en formation et sa titularisation en tant qu'inspecteur du travail.

Poursuivant leur démarche, les sections CFDT et CGT de l'INT, relayées par les syndicats des services extérieurs du travail du Rhône et par le syndicat CFDT national, se mobilisent : une pétition intersyndicale est largement signée par le personnel de l'INT, demandant la libération à la date prévue de Struillou.

Le 25 mars, Y. Struillou voit son maintien au corps réduit de 39 jours à 10 jours, ce qui lui permet, par le jeu des permissions, de sortir le même jour que son contingent.

Les section CFDT et CGT sont heureuses d'avoir pu compter — notamment grâce à leur solidarité — ce collègue parmi les inspecteurs-élèves du travail présents à l'INT, le 5 avril 1983.

Communiqué de presse des sections syndicales CFDT et CGT de l'Institut national du travail

RACISME Marcel Dassault et les immigrés !

La prose de Marcel Dassault, député de l'Oise, grosse fortune... et doyen de l'Assemblée nationale, sévit régulièrement dans les quotidiens. Il s'offre une page pour étaler ses pensées, en dialogues fictifs, sous le titre *Café du commerce*.

Sa dernière livraison est parue ces derniers jours dans *le Monde* et *le Matin*...

Deux élèves de *« mathématiques spéciales »* se penchent sur le problème de l'immigration : *«... Il y a les immigrés chômeurs dont on ne sait pas quoi faire. On les a fait venir au moment où on en avait besoin, aujourd'hui on n'en a plus besoin et on doit quand même s'occuper de leur avenir. »*

Les deux élèves trouvent la solution : *« Renault par exemple, qui monte des usines un peu partout, pourrait organiser la construction d'une automobile en Afrique du Nord, que l'on appellerait ''l'Africaine'' et qui serait une sorte de R5, avec des pneus plus larges et une suspension plus souple... »* Ils concluent à la Marcel Dassault. Premier élève : *« Je vois au café d'en face trois Africaines de la deuxième génération. Celles-là ne sont pas des tractions avant mais des tractions arrière fort bien plantées. La grande me plaît beaucoup. »* Deuxième élève : *« Moi, je préfère la petite et nous trouverons bien un copain pour distraire la troisième. Allons leur exposer notre projet de construction d'usines au Maghreb pour donner du travail aux Maghrébins chômeurs en France... »*

Une seule question : le racisme et le sexisme ont-ils le droit d'expression, au bénéfice de l'âge, du rang, et de la fortune? Pas de réponse des deux élèves de Marcel Dassault.

Communiqué des Etudiants socialistes révolutionnaires iraniens

Dimanche dernier au matin, un de nos camarades isolé a été agressé à la gare de Versailles-rive droite par quatre sympathisants du régime islamique d'Iran. Ils l'ont frappé à plusieurs reprises à coups de couteau et de rasoir avant de prendre la fuite en voiture.

Notre camarade a été soigné à l'hôpital de Versailles.

Nous nous adressons à l'ensemble des organisations ouvrières et démocratiques françaises pour qu'elles condamnent de telles agressions fascistes et mettent hors d'état de nuire ceux qui les commettent.

POINT DE MIRE

Le CID-UNATI de gérard NICOUD.

A droite toute : les défilés du commerce

TROIS défilés en 15 jours pour les commerçants et artisans. Le SNPMI de Deuil, admirateur de Pétain, la CGPME de Bernasconi, lieutenant de Gattaz, patron du CNPF, le CID-UNATI de Nicoud.

Le SNPMI rassemblait dans ses rangs le ban et l'arrière-ban de l'extrême droite ; le président de la CGPME reprenait les slogans racistes enjoignant aux CRS d'*« aller s'occuper des Maghrébins à Aulnay »* ; Nicoud, s'adressant à ses troupes, en appelait à l'unité des trois organisations pour une grande marche sur Paris avec grève générale du commerce.

Sans ambiguïté : ancrage à droite et liens avec le CNPF marquent les organisations représentatives du petit commerce et de l'artisanat... même si votre boucher habituel vous a confié, une fois, entre deux steacks, *« avoir voté contre Giscard »*.

Ils représentent 850 000 entreprises, 1 200 000 salariés dont 140 000 apprentis, 243 000 auxiliaires familiaux, 10 % de la population active. Le bâtiment (39,1 %), la réparation, les transports et services (25,9 %), l'alimentation (14,2 %) sont les trois principaux secteurs d'activité. La majorité n'a aucun salarié (56,2 %).

« Un artisan, c'est d'abord et avant tout un chef d'entreprise responsable de la vie de son affaire, explique le président de l'Assemblée permanente des chambres des métiers ». Cette définition-là est la meilleure explication possible de la couleur politique des commerçants qui manifestent contre le gouvernement du 10 mai. Leur préoccupation première est la fin du tout contrôle des prix, parce que leur premier souci est de faire le maximum de bénéfices sur les produits qu'ils vendent à leurs consommateurs. « Gagner des sous » est l'horizon quotidien de l'artisan-commerçant, et même s'il est prêt à trimer soixante à soixante-dix heures pour cela, c'est une hantise dont les travailleurs, eux, n'ont aucune raison de faire les frais. Le petit commerce, comme le grand patronat, sont contre tout contrôle. Les travailleurs, eux, sont pour. En ce domaine la conciliation est impossible.

A la différence des paysans, aucune organisation des commerçants n'est liée au mouvement ouvrier. Leurs manifestations aujourd'hui participent consciemment des manœuvres de la droite pour faire monter la tension.

Le seul remède pour couper le pied à l'agitation corporatiste qui soude commerçants et artisans à la droite et ses extrêmes serait une politique offensive contre les privilèges des « gros » (ceux qui possèdent les circuits de distribution des produits par exemple), épargnant la poussière des « petits »... Sans que cela convertisse les petits *« à gauche »*, cela les dissocierait au moins de la droite, en partie.

Le seul moyen pour contrer leurs mobilisations reste toujours aujourd'hui la force de la classe ouvrière mobilisée en masse.

Le gouvernement ne voulant ni de l'un ni de l'autre, facilite les manœuvres de la droite contre lui.

Michel Morel

NOUVELLES PROPOSITIONS D'ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE	DOM-TOM	ETRANGER
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	400 F	400 F	450 F
2 - INFORMATION DES COLLECTIVITES 48 Rouge + 11 Critique Communiste	350 F		
3 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	150 F		
4 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	140 F	140 F	160 F

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

_____

_____

Formule choisie : _____

Réglement à l'ordre de PEC 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Tél : 859 00 80

Rouge

- Edité par la société Presse/Edition/Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de la publication : Robert March
- Commission paritaire : 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

Ne pas être spectateur de l'offensive de la droite

•La droite hurle à la revanche du 10 Mai. L'extreme droite s'agite. Que fait le mouvement ouvrier?

LA droite ? On n'entend qu'elle. Poniatowski, encore mouillé par les eaux troubles de l'assassinat de De Broglie, fait retentir ses propos de charretier. Nous sommes gouvernés par une bande de tocards qui feraient mieux d'aller se faire soigner, déclare-t-il en substance au très réactionnaire club du *Figaro Magazine*. Faisant écho à Claude Labbé, il exige, l'ex-ministre de Giscard, la dissolution du Parlement. Ces injures, en guise de pensée politique (mais il ne faut pas trop en demander au premier ministre de l'Intérieur de Giscard), sont révélateurs d'une droite qui se sent à l'offensive. Giscard-le-perdant, lui-même, relève la tête et souhaite la fin du gouvernement.

Le grand danger de cette offensive, c'est précisément qu'elle se déroule dans un cadre où le mouvement ouvrier semble muet. Des luttes ouvrières, il y en a. Beaucoup. Mais elles sont éparpillées, souvent en défense, contre des licenciements. Et quand elles revendiquent la hausse des salaires, elles souffrent d'un isolement périlleux.

Vers un front Deuil-Nicoud-Bernasconi ?

Si bien que la rue est occupée par les commerçants, petits patrons et autres PME dont les organisations ont peu à voir avec le mouvement ouvrier. Le CID-UNATI faisait du 16 mai le lundi de sa réssurrection. Concurrencé par le SNPMI du pétainiste Deuil, et la CGPME du raciste Bernasconi, lui aussi allait à l'accrochage avec les CRS. Se battant comme les deux autres organisations pour la liberté des prix, Nicoud se propose d'organiser des réseaux d'autodéfense face aux inspecteurs du fisc et du contrôle des prix, imitant en cela le SNPMI qui a organisé depuis des mois la chasse aux contrôleurs et inspecteurs du travail. Nicoud, qui naguère avait le monopole du néo-poujadisme, cette fois fait une proposition unitaire : il voudrait une grève totale du petit commerce, et une marche sur Paris avec le SNPMI et la CGPME. S'il est vrai que beaucoup de petits commerçants sont victimes de la crise, les organisations qui s'agitent dans la rue ont des objectifs politiques qui s'affirment. En découdre avec le gouvernement signifie, en l'absence d'une forte mobilisation des travailleurs, accélérer l'évolution à droite de ces couches, d'autant que Deuil et Bernasconi appuient sur le champignon.

L'extrême droite, croix gammée dans la poche

Autre danger aussi insidieux, l'extrême droite. Elle ne se lance pas à l'offensive, bannière à croix gammée claquant au vent. Le Front national, le GUD ou l'UNI, autant de groupuscules aux contours flous, peu nombreux, mais organisés. Ils ont réussi à s'immiscer dans les grèves étudiantes, à faire de certaines manifestations un paravent à leurs raids de commandos. Si bien que l'impensable hier devient une donnée coutumière aujourd'hui : de petits groupes fascistes apparaissent au quartier latin, y font une agitation de rue, et veulent étendre leur rayon d'action à toutes sortes d'objectifs. Ils se gardent bien d'apparaître pour ce qu'ils sont, un ramassis de nazillons, mais essaient de rester à l'ombre des facultés du genre Assas. Leur faible nombre ne doit pas nous faire oublier le danger potentiel qu'ils représentent, car ils ont partie liée avec le RPR et l'UDF.

Préparer la contre-offensive unitaire

Alors ? Il faut une riposte d'ensemble du mouvement ouvrier et démocratique. C'est ce que la LCR a proposé aux organisations syndicales et politiques. Présidée par Henri Noguères, de la Ligue des droits de l'homme, cette réunion doit se tenir une seconde fois le soir même de notre manifestation. Espérons qu'elle débouche cette fois sur une mobilisation unitaire, de masse, dans la rue, contre le racisme, l'offensive de la droite et l'agitation de l'extrême droite.

La LCR manifestait donc le 18 mai. Il s'agissait de réaliser une première étape, une première mobilisation pour montrer que des forces significatives dans le mouvement ouvrier sont capables de répondre sans délai aux propos racistes d'un Bernasconi, aux provocations fascistes du PFN, aux déclarations de guerre des Labbé et Poniatowski. Et sur ces objectifs, beaucoup de militants syndicaux et politiques, de travailleurs, se retrouvent, même s'ils apprécient différemment la politique du gouvernement.

Jean Lantier

Plusieurs milliers, le 18 mai avec la LCR

PRES de 5 000 personnes ont répondu le mercredi 18 mai à l'appel de la LCR à manifester contre les provocations fascistes et les campagnes racistes. Manifestation dynamique, combative, exprimant une seule volonté : préparer une contre-offensive unitaire aux agissements de la droite. *« Contre la droite et la réaction : unité, mobilisation ! »*, *« Fascistes, racistes, ça suffit. Pour les écraser, travailleurs tous unis ! »*, *« Travailleurs français, immigrés, mêmes patrons, même combat ! »* : tels furent les mots d'ordre les plus repris. Sans oublier, réponse aux *« Allende, on t'a eu »* des nazillons, de vibrants *« Pinochet assassin. Liberté pour le Chili ! »*

Sur le passage du cortège qui sillonna les rues du quartier de Belleville dans le 20e arrondissement de la capitale — celui où Le Pen obtint 11 % des suffrages lors des dernières municipales — les réactions favorables furent nombreuses. On vit même à plusieurs reprises de jeunes immigrés et parfois des travailleurs plus âgés se joindre à la manifestation et la suivre jusqu'à la place de la République, lieu de la dislocation.

L'initiative de la LCR d'organiser une première riposte aux démonstrations de la réaction a suscité d'importants débats dans les entreprises. Les tracts, les appels locaux furent accueillis avec une large sympathie. Car ils répondaient à l'attente d'un grand nombre de travailleurs, syndicalistes ou militants du PS et du PC, désorientés et inquiets devant le silence obstiné des directions des grandes organisations ouvrières et démocratiques. Dans plusieurs entreprises ou bureaux, avaient été organisés des départs en groupe. Ainsi, les postiers du centre de tri de Paris 10 étaient-ils venus à une vingtaine dire avec force : *« Trop, c'est trop »*. Et l'on pourrait citer bien d'autres exemples.

Certes, tous les manifestants du 18 mai étaient conscients de l'insuffisance de la riposte. Cinq mille, c'est encore bien peu quand les Deuil, les Nicoud, les Bernasconi organisent des démonstrations quasi quotidiennes, quand les groupes racistes osent ouvertement afficher leurs sinistres opinions. Peu d'organisations s'étaient jointes à la LCR qui n'avait pourtant assorti son appel d'aucune autre condition que la volonté de reprendre la rue à la racaille réactionnaire. On remarquait néanmoins dans le cortège les militants anti-impérialistes du CEDETIM, ceux de l'UTCL et d'autres mouvements de l'extrême gauche, des représentants de l'Association des travailleurs de Turquie, etc.

Mais chacun comprenait qu'il fallait enfin « marquer le coup », rompre avec une inertie lourde de danger à moyen terme. Chacun comprenait qu'il ne s'agissait pas là d'un coup d'éclat sans lendemain, mais d'un premier jalon vers une riposte englobant l'ensemble du mouvement ouvrier. Tous les militants présents savaient que dès le lendemain, il faudrait utiliser l'impact de la manifestation pour intensifier la bataille dans ce sens.

Tel était bien notre objectif principal le 18 mai. On ne peut de ce point de vue que regretter que la rencontre qui se tint le soir même au siège de la Ligue des droits de l'homme et qui réunit notamment le PC, le PS, le PSU, la Fédération autonome des syndicats de police et la LCR n'ait, une fois de plus, débouché sur aucune décision précise. Une prochaine réunion se tiendra le 25 mai.

Nous continuerons pour notre part à nous adresser inlassablement à tous les travailleurs, aux militants des partis de gauche et des syndicats pour leur dire : l'attentisme fait aujourd'hui le jeu de l'adversaire commun. Indépendamment de nos appréciations respectives sur la politique du gouvernement, combattons ensemble, exigeons l'organisation d'une vaste démonstration populaire, seule capable de clouer le bec à la droite, de défendre nos frères immigrés contre les exactions fascistes. Ce n'est que de cette façon que nous démontrerons que les espérances du 10 mai restent vivaces.

Christian Picquet

La manifestation de la LCR, le 18 mai.

Crise dans la police ?

• Alimentant la stratégie de tension de la droite, une organisation de policiers menace d'appeler ses adhérents à l'insubordination

MALAISE dans la police » : une nouvelle fois depuis le 10 mai 1981, les rapports du pouvoir et de l'appareil répressif font les manchettes de la presse. A l'origine des derniers remous, les brutalités exercées, à l'occasion des manifestations d'étudiants et de commerçants, par certaines compagnies d'intervention contre de simples badauds ou des journalistes. Les « bavures » ont été suffisamment nombreuses pour que la presse de droite fustige *« l'ordre rose »* et que le syndicat des officiers de CRS (SNO, largement majoritaire dans ce corps) prenne publiquement ses distances en affirmant : *« La brutalité, voire la sauvagerie, ne sont pas notre fait et ne doivent pas le devenir. »*

L'offensive bourgeoise de ce printemps agit comme un révélateur. Voulant se concilier la haute hiérarchie policière, la gauche s'est bien gardée de toucher aux structures du maintien de l'ordre. A quelques rares exceptions près, les mêmes hommes sont demeurés aux mêmes postes. Les unités spécialisés dans la répression ont été maintenues en état. Le rapport de la commission présidée par le député socialiste Belorgey, qui préconisait de *« réduire les effectifs de formations ayant principalement pour vocation de maintenir l'ordre »*, a été purement et simplement enterré.

Comment dès lors s'étonner du retour en force de pratiques traditionnelles ? Comme l'indique un policier, pour qu'une manifestation dégénère, *« il suffit de donner l'ordre aux compagnies d'intervention et aux brigades motocyclistes de charger sans sommations »*.

Dans un tel contexte, les marges de manœuvre des secteurs les plus réactionnaires de l'appareil policier se trouvent démultipliées. Nul n'ignore que nombre de hauts fonctionnaires affichent ouvertement leur hostilité au pouvoir en place. Depuis deux ans, l'opposition — et plus particulièrement le RPR — a élargi ses réseaux parmi les flics. Il y a quelques mois, dans certaines réunions, on n'hésitait pas à évoquer la perspective d'actions de déstabilisation. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), dénonçait ces menées le 14 septembre 1982, dans une interview au *Monde* : *« Une grande partie de la haute hiérarchie policière* (...) *organise le sabotage dans nos rangs. »* Parallèlement, les syndicats de droite et d'extrême droite ont renforcé leur implantation dans plusieurs unités, notamment à Paris.

Des bavures organisées ?

Cela conduit évidemment à s'interroger sur les motivations réelles et les instigateurs des « débordements » actuels. Car à quoi servent les ratonnades aveugles ? Que cherche-t-on à provoquer, en mêlant des gardiens « déshabillés » aux manifestants, au risque de les faire interpeller par leurs collègues, comme cela s'est produit à plusieurs reprises depuis le début du mois de mai ? Force est de constater que ces pratiques n'aboutissent qu'à faire traîner les affrontements en longueur et, surtout, font retomber sur le gouvernement la responsabilité des violences dont ses adversaires ont pris l'initiative.

Assiste-t-on au déploiement d'un nouveau volet de la stratégie de tension de la droite ? Il est permis de le penser et de relever avec la Ligue des droits de l'homme le fait que *« l'exploitation qui a été faite de ces brutalités policières par la partie de la presse dont on connaît la sympathie pour l'extrême droite, a été si immédiate et si bien orchestrée qu'il est permis de penser à une véritable connivence entre les provocateurs fascistes et néo-nazis* (...) *et les policiers matraqueurs de passants ou de journalistes »*. Un fait, parmi beaucoup d'autres, confirme cette appréciation. A Bordeaux, le responsable d'une des compagnies qui s'est singularisée par sa bestialité a des liens avec le SAC et participe activement aux campagnes électorales de l'opposition.

Ligoté par ses tentatives de conciliation, le ministre de l'Intérieur donne le spectacle de l'impuissance. Il affirme que les flics ont reçu pour consigne de *« répondre avec vigueur »* et se refuse à faire toute la lumière sur les agissements de certains corps. Il s'obstine à cultiver le mythe d'une police loyale et au-dessus des affrontements politiques et sociaux. De ce fait, il alimente la campagne de la droite et accentue le trouble dans l'opinion populaire.

L'adversaire ne fait pas preuve de la même candeur. Prétextant une absence de consignes claires des autorités face aux démonstrations de rue, la principale organisation de droite de la police, le SIPN, brandit la menace d'un appel à l'insubordination de ses adhérents. Sur Antenne 2, son leader, Rémi Halbwax, déclarait en substance le 17 mai : *« Nous serons peut-être amenés à donner comme consigne de déposer les casques et les matraques lors des prochaines manifestations. »* Est-ce un hasard si de telles menaces ont été proférées une semaine avant la grande manifestation réactionnaire du 24 mai devant l'Assemblée nationale ?

Christian Picquet

Policiers en civil et en tenue, lors des affrontements du 11 mai.

ETUDIANTS

Le parcours de la mobilisation

• Les revendications contre la loi Savary démasquent les manœuvres de la droite

TRES rapidement, on a vu une profonde division s'installer dans le mouvement étudiant, tant par les revendications avancées que par la structuration. Les différents cadres de coordination mis en place n'ont fait qu'institutionnaliser la division politique. Sans pouvoir prendre position sur le fond, à savoir les revendications posées par la réforme Savary, contraints de se déterminer avant sur la nature de droite ou de gauche de telle ou telle coordination, les étudiants, dans leur grande masse, ont refusé de se reconnaître dans cette pseudo-structuration.

Cela a permis, pendant ce temps-là, à la droite d'utiliser l'inaction de la plupart des « forces de gauche », d'avoir l'initiative politique et d'apparaître comme la force de proposition, revendiquant la direction politique du combat des étudiants.

Pourtant, à l'étape actuelle, elle aurait tort de se réjouir trop rapidement.

Dans des facultés apparemment tenues par la droite, comme Malakoff, Clignancourt, Lyon, etc., peu à peu se sont dégagés des étudiants qui n'ont pas voulu se reconnaître dans ses manipulations. Des assemblées générales ont mis sur pied des plates-formes revendicatives rejetant l'orientation des militants de droite et d'extrême droite, uniquement soucieux de dénoncer Savary et le gouvernement.

Un conflit s'est donc ouvert au sein même de la coordination que la droite croyait pouvoir diriger sans contestation. A Montpellier, le comité de mobilisation de droit, dans lequel toutes les composantes sont représentées, a appelé le 11 mai à un congrès des coordinations afin d'établir les revendications face à la réforme Savary. Contre la volonté de la droite (CELF, UNI, etc.), il en est ressorti une véritable plate-forme et la volonté d'ouvrir la coordination à tous.

La conférence qui a suivi a été plus claire encore : *« Elle n'acceptera la présence des syndicats de droite que s'il y a au moins un syndicat de gauche. »* Appel du pied à l'UNEF-ID qui y a répondu par le mépris... Mais c'est un véritable camouflet pour la droite. D'ailleurs, les facultés qui s'étaient rencontrées à Caen, après les « états généraux »*, pour constituer un « comité de liaison » afin de ne pas subir l'inaction de l'UNEF-ID ne s'y sont pas trompées. Considérant comme positive la démarche de Montpellier, elles ont pris contact. Même s'il ne ressort que peu de choses de cette nouvelle coordination, en raison de l'affaiblissement actuel de la mobilisation, cela montre les possibilités du mouvement étudiant de rejeter les manœuvres de la droite à partir d'une plate-forme claire et de se structurer de façon indépendante. C'est une leçon pour l'avenir.

L'accord entre l'UNEF-ID et la coordination de Montpellier pour une seule manifestation devant l'Assemblée nationale est possible. Contre la sélection et la professionnalisation instaurées par la réforme Savary dans les facultés. Elle permettrait d'écarter massivement les provocations et manipulations de la droite et de l'extrême droite, pour engager sur de bons rails la mobilisation qu'il faudra sans doute amplifier dès septembre.

Serge Emery

***Rassemblement organisé par l'UNEF-ID le 27 avril.**

MEDECINE

Face à face avec le gouvernement

L'INTER-CHU du 17 mai devait être, pour le gouvernement et les médias qui avaient orchestré une grosse campagne d'intoxication, un moment décisif pour l'arrêt d'une grève générale qui dure depuis maintenant trois mois.

Le gouvernement a lancé un double ultimatum aux étudiants en médecine. Le texte d'accord proposé est le texte de la dernière chance. Au-delà du 18 mai, si le mouvement se prolonge, *« il y aura annulation de l'année universitaire »*.

Convaincus que le gouvernement ne cède pas sur grand-chose, les étudiants en médecine subissent, par contre, le poids de leurs longues semaines de grève. Victimes des campagnes politiques autour des manœuvres de la droite, victimes de l'isolement qu'ils ont eux-mêmes recherché pour éviter toute « récupération », un grand nombre d'entre eux se croient obligés d'accepter le texte des médiateurs, afin de trouver un compromis au nom de la « responsabilité ». Le CICN (comité inter-CHU national) a donc été l'occasion d'un débat tumultueux.

Au départ, une faible majorité de CHU s'est déclarée en faveur de la signature du texte et de la suspension de la grève, sous le coup du chantage gouvernemental. La volonté de ne pas cacher la rancœur contre ce compromis a poussé le CICN à revenir sur cette position. Tout d'abord, le CHU de Marseille a fait voter que le décompte des voix se ferait non pas CHU par CHU, mais sur la totalité du nombre d'étudiants ayant voté, pour qu'il soit clair que la majorité des étudiants étaient insatisfaits par le résultat des négociations. Puis les CHU de Pitié et de Toulouse ont fait adopter une motion qui rejette l'ultimatum gouvernemental. Ainsi, le CICN propose de suspendre la grève lorsque l'Assemblée nationale aura voté les amendements qui modifient la loi, le 25 mai, et lorsque le gouvernement aura mis en pratique ses engagements. La grève continue donc jusqu'à cette date.

Enfin, ce seront les assemblées générales, à partir d'un vote à bulletins secrets, qui se prononceront pour ou contre le texte des médiateurs, pour ou contre la suspension de la grève et pour les modalités de comptage étudiant par étudiant ou CHU par CHU. Un nouveau CICN entérinera ces décisions.

A l'ultimatum du gouvernement les étudiants en médecine ont répondu par la détermination à gagner sur leurs revendications, malgré l'absence de position claire de la direction de l'UNEF-ID.

S. E.

Avons-nous bien compris monsieur le ministre ?

Avant le 31 mai, il faudra avoir payé une partie de la contribution supplémentaire de 1 % sur le revenu imposable décidée dans le deuxième plan d'austérité. Seules les plus basses catégories en sont dispensées. De même que les fortunés, eux, en sont protégés par la sous-évaluation systématique de leurs impôts.

Au même moment, le prix de l'essence augmente...

Parallèlement, avec les félicitations des banquiers allemands pour sa politique de rigueur, le gouvernement a obtenu le droit de lancer un emprunt européen.

Pour faire passer la pilule, Delors a écrit à tous les contribuables pour essayer de justifier ses mesures d'austérité. Une lettre qui vaut la peine d'être discutée dans toutes les entreprises et qui appelait une réponse.

PAYER plus d'impôts, ce n'est pas agréable. Même si vous nous assurez que le gouvernement a *« besoin de notre concours actif »*. On aimerait au moins savoir à quoi sert l'argent qu'on donne. Et c'est donc très gentil à vous de nous avoir écrit.

Mais nous ne sommes pas sûrs de vous avoir compris. Vous nous dites, en effet, que nous payons pour *« participer au financement des régimes de Sécurité sociale »*... Au titre de la solidarité, pour que les malades et les chômeurs ne soient pas encore plus dans le malheur, vos raisons seraient presque louables... Nous ne pensons pas, cependant, qu'elles soient partagées par tous ceux dont dépendent ces problèmes. Aurions-nous l'obligation de payer si le patronat n'avait plus le droit de sous-évaluer ses cotisations à la Sécurité sociale, ou de ne pas les payer ? Si les catégories privilégiées payaient en proportion de leurs revenus ? Si les trusts pharmaceutiques ne faisaient plus de bénéfices sur la santé ? Si les médecins n'avaient plus les moyens de « se soigner », bien souvent, plus qu'ils ne soignent les malades ?

Mais, peut-être, Monsieur le Ministre, ne pouvez-vous pas, depuis deux ans, vous attaquer à tous ces problemes ? A vous lire, un doute vient sur la raison des sacrifices que vous nous demandez.

Et, franchement, les quelques lignes ajoutées à la main sur la deuxième page de votre lettre n'ont fait qu'accroître nos doutes.

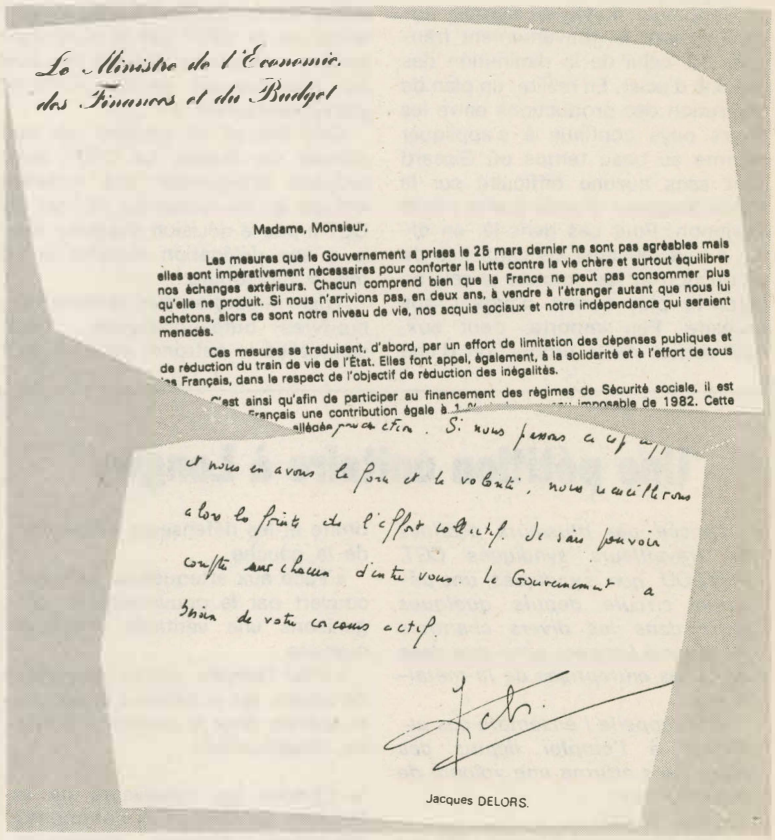
Vous nous rappelez, encore une fois, *« l'aggravation de la situation économique internationale »*, et vous en concluez que c'est une *« raison de plus pour donner, en temps utile, le coup de collier qui nous redonnera les marges de manœuvre pour moderniser notre appareil de production »*. Là, on a une sacré surprise : il suffisait de vous donner ce 1 % pour être enfin « modernisés » et bien armés pour « la guerre économique »... ? C'était tellement simple que vous auriez même dû faire la campagne électorale de mars dernier sur ce thème ; et même, en y réfléchissant, celles de mai et de juin 1981 !

Au passage, de plus, vous avez employé une expression qui devrait faire bondir monsieur Gattaz et ses amis, s'ils la prennent au pied de la lettre : vous parlez de « notre appareil de production », comme si l'ensemble des grands moyens de production appartenaient aux contribuables ! Auriez-vous, d'un trait de plume, supprimé la propriété de la bourgeoisie sur « notre appareil de production » ?

Venant de vous, une telle orientation serait assez étonnante. Du coup, toute votre lettre prend une teinte d'un goût très douteux : nous nous sacrifions, finalement parce qu'il faut aider les capitalistes, au milieu de leur crise, à retrouver l'envie de se moderniser et d'investir.

Nous retenons, cependant, une idée de votre lettre : *« Il faut donner un coup de collier. »* Oui ! Mais pour faire taire les exigences des patrons et pour organiser sur d'autres bases la politique économique. Vous ne pourrez donc pas « compter sur nous », Monsieur le Ministre, tant que vos mesures seront calculées pour servir les intérêts capitalistes.

Monsieur Ducon-tribuable
P.C.C. P. Rème



Le Ministre de l'Economie,
des Finances et du Budget

Madame, Monsieur,

Les mesures que le Gouvernement a prises le 25 mars dernier ne sont pas agréables mais elles sont impérativement nécessaires pour conforter la lutte contre la vie chère et surtout équilibrer nos échanges extérieurs. Chacun comprend bien que la France ne peut pas consommer plus qu'elle ne produit. Si nous n'arrivions pas, en deux ans, à vendre à l'étranger autant que nous lui achetons, alors ce sont notre niveau de vie, nos acquis sociaux et notre indépendance qui seraient menacés.

Ces mesures se traduisent, d'abord, par un effort de limitation des dépenses publiques et de réduction du train de vie de l'État. Elles font appel, également, à la solidarité et à l'effort de tous les Français, dans le respect de l'objectif de réduction des inégalités.

C'est ainsi qu'afin de participer au financement des régimes de Sécurité sociale, il est demandé aux Français une contribution égale à 1 % [illegible] imposable de 1982. Cette [illegible] effectivement. Si nous savons [illegible] et nous en avons la force et la volonté, nous vaincrons alors la crise économique. Je sais pouvoir compter sur chacun d'entre vous. Le Gouvernement a besoin de votre concours actif.

Jacques DELORS.

L'armée ne connait pas l'austérité

Le gouvernement présente cette semaine au Parlement un projet de loi de programmation militaire d'un coût provisoire évalué à 830 milliards de francs pour la période 1984/1988.

Le vote de ces crédits de guerre que l'on s'efforce, du côté du gouvernement, d'entourer du maximum de discrétion, serait grave à plus d'un titre.

Il signifierait que, pour les cinq ans qui viennent, le gouvernement et sa majorité parlementaire optent pour l'aggravation de la politique d'austérité qui frappe les travailleurs. 830 milliards, cela représente 175 milliards supplémentaires accordés aux armées, soit en moyenne 35 milliards de plus par an, c'est-à-dire un peu plus de la moitié des économies escomptées par le gouvernement de l'application du plan de « rigueur » qu'il nous impose.

Parce que Charles Hernu a annoncé la couleur en prévoyant une réévaluation en hausse de ces crédits de guerre à l'automne 1985 pour le cas plus que probable où l'inflation dépasserait la barre des 5 %.

Parce qu'enfin, avec ce plan, le pays se trouverait placé aux avant-postes de l'offensive de militarisation et d'austérité de l'impérialisme dans le sillage de Reagan.

Les députés du PS et du PC ne peuvent en outre ignorer les conséquences sociales et économiques d'une telle relance des industries d'armement par rapport à d'autres branches industrielles.

Et puis, comment accepter le vote de 250 milliards de francs destinés à un armement nucléaire aussi ruineux qu'inefficace, qui permettra, sur simple décision de F. Mitterrand, de doter le pays de la bombe à neutrons, symbole d'un capitalisme pourrissant prêt à tout pour assurer sa survie.

Ce sont les choix que devront faire les députés du PC et du PS à partir de vendredi.

Jean-Louis Michel

Une dette boule de neige

TOUT déficit extérieur se traduit inévitablement par un endettement correspondant. Le tableau ci-contre fait le décompte pour 1981 et 1982.

Le déficit total à financer (la balance des paiements) se compose de deux parties : la balance des transactions courantes liée aux échanges commerciaux (79 milliards en 1982) et le solde des mouvements de capitaux (49 milliards en 1982). Le total à financer est donc passé de 104,9 milliards en 1981 à 127,4 milliards l'année dernière.

La part du déficit commercial est devenue prépondérante dans ce total, ce qui est un signe d'aggravation des problèmes.

Il y a trois moyens de financer ce déficit global. Le premier, c'est de payer en devises, en puisant dans les réserves de la Banque de France. Le second, c'est l'endettement des banques ; le troisième, ce sont les emprunts qui constituent ce qu'on appelle l'endettement de la France.

La dette s'établit, selon *l'Express*, à 330 milliards de francs, d'autres sources parlent de 400 milliards. Delors, lui, dit que cela ne dépasse pas un mois d'exportations, c'est-à-dire 70 milliards. Mais son calcul prend en compte des créances peu sûres ; la France s'est en effet spécialisée dans la vente à crédit et à faible intérêt de gros équipements et d'armements à des pays du tiers monde déjà à la limite de la faillite.

En tout cas, l'endettement s'est alourdi, d'autant plus que 60 % des emprunts sont remboursables en dollars !

De plus, la dette fait boule de neige. La note confidentielle du directeur de la prévision à son ministre Delors (et dont *l'Express* dispose) indique clairement : *« A partir de 1985, le poids de la dette (intérêts et amortissements) risque de compromettre toute perspective de redressement de la balance des paiements (...) en 1985-1986, la totalité des ressources nouvelles serait absorbée par le service de la dette antérieure. »* Et *l'Express* avance l'échéancier suivant (en milliards de francs) : 1981 : 23 ; 1982 : 36 ; 1983 : 47 ; 1984 : 54 ; 1985 : 67 ; 1986 : 80.

D'ores et déjà, le remboursement de la dette représente pour 1983 autant que le déficit commercial visé par Delors ! Autant dire que l'on va vers un surcroît d'austérité à la fin de l'année...

Les raisons d'un emprunt

Les raisons de l'emprunt de trente milliards de francs que la France vient de contracter auprès de ses « partenaires » de la Communauté européenne sont simples : il s'agit de financer le déficit de la balance des paiements (voir encadré), déficit qui continue à se creuser malgré la dévaluation et le plan d'austérité de mars 1983.

CE n'est pas une surprise en soi, mais le choix d'un emprunt européen condense différents aspects de la politique gouvernementale.

La possibilité d'octroi d'un tel prêt est inscrit dans le système monétaire européen. Mais s'en servir souligne, comme l'a dit Gallo, *« l'attachement de la France au SME et à l'Europe en général »*. Attachement est un mot bien choisi, et Gallo devrait donner les détails.

La décision d'accorder le prêt doit en effet être prise à l'unanimité du Conseil des ministres des Finances des Dix *« après examen de la situation de cet Etat et du programme de redressement qu'il s'engage à mettre en œuvre »*.

Il y a plus : la commission de la CEE *« prend les mesures nécessaires afin de vérifier à intervalles réguliers, en collaboration avec le comité monétaire, que la politique économique de l'Etat membre bénéficiaire est conforme au programme d'assainissement et autres conditions éventuelles arrêtées par le Conseil, et le cas échéant, procède aux versements successifs des tranches en fonction des résultats de cette vérification »*.

Ce n'est pas le FMI, mais ça commence à y ressembler. Sur le fond, le sens politique de ce geste est donc limpide : Delors (et ceci dès le 21 mars, date de la dévaluation) a remis sa copie, autrement dit son plan dit de rigueur. Et les experts en gestion du capitalisme, les Thatcher et les Kohl, lui ont donné une bonne note et lui ont accordé ce prêt.

A financer :	**1981**	**1982**
Balance des transactions courantes	25,8	78,7
Solde des mouvements de capitaux	79,1	48,7
Total à financer	104,9	127,4
Moyens de financement :		
Réserves de la Banque de France	28,6	34,3
Endettement des banques	42,7	14,5
Emprunts nets à long et moyen terme	33,6	78,6
	104,9	127,4

Source : *l'Express* du 6 mai 1983 (milliards).

Le refus de la planification

Comme l'explique avec humour l'économiste S. C. Kolm, le capitalisme, c'est l'inverse du sens commun. Normalement, quand on s'est endetté, il faut travailler plus pour rembourser. Mais avec le capitalisme, c'est le contraire : pour rembourser, on ralentit la consommation, donc aussi la production et l'emploi.

Dans cette logique, tout nouvel emprunt est porteur d'une nouvelle austérité : il y aura d'autres plans Delors pour éponger demain les intérêts de la dette d'aujourd'hui.

Plutôt que de se tourner vers une autre logique, rompant avec le marché mondial capitaliste, instaurant la planification de la production et des échanges, le gouvernement a choisi la voie de l'acceptation totale des règles capitalistes.

La bourgeoisie internationale peut être satisfaite, elle a bien reçu le message : le gouvernement français boira la coupe jusqu'à la lie et s'engage à gérer loyalement la crise capitaliste, et donc à gouverner contre les travailleurs, en leur imposant chômage et austérité.

Maxime Durand

SIDERURGIE

A nouveau au laminoir

A Bruxelles, le 25 mai prochain, se discutent les quotas de production pour la sidérurgie de l'Europe des Dix. A l'ordre du jour, en fait l'application d'une nouvelle étape de réduction des capacités de production dans les divers pays, et des milliers de suppressions d'emplois. Cent cinquante mille d'ici 1986, dont 6 000 en dix-huit mois en Lorraine, où le nombre d'emplois dans la sidérurgie a baissé de moitié depuis 1976...

En pratique, il est en train de se mettre en place une « restructuration » qui pourrait se traduire par le maintien de quelques unités à peine en Lorraine et par la concentration de l'essentiel de la production à Dunkerque et Fos.

L'argument donné en Europe, auquel souscrit le gouvernement français, est celui de la diminution des besoins d'acier. En réalité, un plan de répartition des productions entre les divers pays continue à s'appliquer comme au beau temps où Giscard était sans aucune difficulté sur la même longueur d'onde que le baron Davignon. Pour ces gens-là, en effet, il faut diminuer les capacités de production et les emplois si cela ne rapporte plus autant d'argent que souhaité. Peu importe, pour eux, qu'il suffise de la production d'une usine moyenne pendant une année pour fournir à l'Afrique les moyens de lutter contre la famine dans le Sahel. Peu importe pour eux, de la même façon, que les équipements sociaux, les logements, les moyens de lutte contre les inondations laissent grandement à désirer. Cela paye ou pas, telle est leur seule loi.

Il serait logique de voir le mouvement ouvrier s'y opposer. Mais les directions syndicales, au niveau national, relaient la politique du gouvernement qui a dit « amen ».

D'où, sur le terrain, de nombreuses discussions dont la pétition de Longwy (voir ci-contre) donne une idée. D'où aussi un appel à l'action de la fédération des mineurs CGT, désavouée par la direction confédérale. D'où aussi cette prise de position de la CFDT de la sidérurgie lorraine : *« Nous ne voulons pas être les béni-oui-oui de la politique gouvernementale. »*

Cela devrait se traduire par des actions de masse. La CFDT avait proposé d'organiser une initiative lors de la discussion du 25 mai. La CGT a pris la décision d'appeler seule à une délégation massive le 18 mai à Strasbourg...

Triste répétition des mêmes manœuvres bureaucratiques... Face auxquelles le patronat se croit tout permis : il y a quelques jours, alors qu'il réduit les salaires en supprimant le travail en équipe, il a cherché à faire passer, pour la réalisation des 35 heures maximum par semaine, un savant calcul où les jours fériés étaient comptés en réduction de la durée du travail !

Peut-être les directions patronales maintenues en place croient-elles tenir la situation en main ? Mais, à voir le souci de se coordonner pour agir à l'échelon de plusieurs unités de production et plusieurs villes, les luttes de la sidérurgie sont loin d'être enterrées. Affaire à suivre...

Pierre Rème

Pour une lutte internationale

Quatre sections européennes de la IVe Internationale (Belgique, France, Luxembourg, RFA) diffusent ces jours-ci un manifeste pour une coordination des luttes dans la sidérurgie. Nous en publions quelques extraits.

(...) Les exemples de sidérurgies nationalisées — ou contrôlées majoritairement par l'Etat dans certains pays — montrent que la nationalisation à elle seule n'assure nullement l'emploi.

Que prouvent ces exemples ?

1°) La nationalisation doit englober non seulement la sidérurgie, au sens strict, mais aussi les filiales des groupes sidérurgiques, les sociétés de transformation de l'acier et les sociétés de commercialisation.

2°) La nationalisation doit s'accompagner de l'annulation de toutes les dettes de la sidérurgie aux banques qui parasitent le secteur de l'acier.

3°) Dans les circonstances actuelles, les secteurs nationalisés continuent à être partie intégrante de l'économie capitaliste.

Les travailleurs doivent avoir des possibilités de contrôle approfondies : sur les conditions de travail, l'embauche, les licenciements, les livres de compte, etc., avec droit de veto sur les décisions économiques et sociales.

Sans ces conditions, les exemples des sidérurgies nationalisées en France et en Grande-Bretagne sont là pour le prouver, la nationalisation ne peut servir que la logique du profit et non les intérêts des travailleurs.

Pour un plan ouvrier alternatif

La nationalisation n'arrange pas tout. Les sidérurgies nationalisées restent et resteront confrontées à la crise mondiale de surproduction. Un plan ouvrier alternatif est nécessaire et possible. Les syndicats et les travailleurs de la sidérurgie doivent développer leurs propres solutions. Il ne manque pas de besoins sociaux à satisfaire : écoles, hôpitaux, transports en commun, chauffage urbain, logements... Le développement des pays dits du « tiers monde » exige de grandes quantités d'acier : matériel agricole, matériel d'irrigation, industrialisation, etc...

Il faut rompre avec la CECA et la Commission européenne

Le patronat sidérurgique européen est très centralisé. Les institutions établissent des quotas de production par pays, planifient les licenciements, fixent les prix de vente, au mépris des intérêts des travailleurs et des besoins de la population. La rupture avec ces instruments du capitalisme européen est nécessaire pour échapper à la restructuration, aux licenciements, et au chômage.

Un problème politique

Le mouvement ouvrier européen ne pourra pas imposer de solutions favorables aux sidérurgistes sans poser la question du pouvoir politique. Nationaliser la sidérurgie implique de rompre avec la logique du profit et d'imposer des gouvernements au service des travailleurs, appuyés sur la force et la mobilisation des travailleurs et de leurs organisations.(...)

Pour une initiative syndicale internationale

Pour discuter de la restructuration de la sidérurgie du point de vue de l'intérêt des travailleurs et pour coordonner la lutte au plan européen, les syndicats européens de la métallurgie devraient appeler à une conférence européenne des sidérurgistes. Des délégués syndicaux de tous les pays seraient invités.(...)

Une pétition unitaire à Longwy

Lancée par plusieurs dizaines de travailleurs syndiqués CGT, CFDT OU non syndiqués, une pétition circule depuis quelques jours dans les divers chantiers d'Usinor à Longwy, ainsi que dans certaines entreprises de la métallurgie.

Elle rappelle l'ensemble des atteintes à l'emploi depuis des mois, puis affirme une volonté de mobilisation :

« Ras le bol :

— des fossoyeurs d'avant 1981 qui ont saigné les travailleurs et le bassin de Longwy pendant plus de vingt ans ;

— des marchands d'illusions actuellement au pouvoir qui poursuivent la même politique qu'avant.

« Nous n'en sortirons pas en écoutant les nostalgiques de la droite et les défenseurs à tout crin de la gauche.

« Face aux attaques du patronat couvert par le gouvernement, organisons une véritable offensive ouvrière.

« Pour l'emploi, contre les pertes de salaire, les atteintes à la Sécurité sociale, pour le pouvoir d'achat, les classifications.

• Comme les travailleurs de la Fonderie de Gorcy (...), comme les électriciens d'Usinor, engageons une action résolue.

• Ne restons pas isolés : que nous soyons d'Usinor où d'une autre entreprise, retrouvons-nous tous ensemble dans des actions percutantes visant directement le patronat et le gouvernement. Imposons l'unité. »

SNCF

Licenciements déguisés

« SNCF, pas de licenciements », titre *l'Humanité* du 12 mai à la une. Ajoutant : *« A propos des réductions d'effectifs annoncées par la direction, la CGT appelle à une journée d'action et d'explication... »*

« Réduction d'effectifs... » Tout un programme ! Dont il nous semble inutile d'expliquer aux jounalistes de *l'Humanité* le contenu. *« Licenciements déguisés »* est une expression courante dans les colonnes du journal du PCF. Le mécanisme des départs en retraite, dont les postes ne sont pas renouvelés n'a pas plus de secrets pour Charles Fiterman, ministre des Transports, que pour un militant du PCF à la SNCF ! Les patrons eux, appellent cela un *« dégraissage »*. Améliorer la rentabilité de l'entreprise en faisant effectuer la même somme de travail par un nombre de travailleurs qui diminue...

C'est la rançon de la rigueur (« ce mot qui ne nous fait pas peur » dirait Georges Marchais), elle s'exerce aussi bien dans les entreprises nationales que dans le secteur privé.

C'est la seule conclusion qu'a tirée le conseil d'administration de la SNCF, où siège à la présidence un ami de longue date de Pierre Mauroy, sous tutelle du ministre communiste Charles Fiterman. Et que dit Charles ? *« Le gouvernement a demandé à tout le monde, au pays, à toutes les entreprises publiques... un effort d'économie... C'est à l'entreprise de choisir les solutions qui lui permettent de réaliser cet effort.* (A la SNCF) *le conseil d'administration, d'après ce que je viens d'apprendre, a discuté des ces solutions hier. Je crois qu'il y a l'idée de ne pas compenser complètement les départs naturels qui font qu'on réalise chaque année un certain nombre d'embauches... »*

Bon, disons 1 500 suppressions d'emplois !

« Mais de grâce, ne parlons pas de 1 500 licenciements à la SNCF, c'est inexact », explique C. Fiterman (*l'Humanité* du 12 mai).

Le 19 mai, journée d'action et d'explication CGT, les cheminots ne voudront pas avaler cette couleuvre.

M. M.

« Temps choisi » ou temps imposé ?

• La direction d'Arthur Martin (Ardennes) tente d'imposer le mi-temps à 220 ouvrières

LES récentes déclarations du gouvernement sur le développement du travail à temps partiel vont-elles laisser le champ libre aux patrons pour l'imposer dans les entreprises en France, comme ils le font en Belgique ou dans d'autres pays d'Europe ?

L'exemple d'Arthur Martin à Revin, dans la région des Ardennes, en est un signe inquiétant.

« La direction propose de remplacer 110 licenciements par 220 demi-licenciements », pouvait-on lire dans la presse locale.

Arthur Martin en 1975, avant que le groupe suédois Electrolux ne le reprenne, c'était 2 500 salariés. Il ne sont plus que 1 500 aujourd'hui, et la direction veut supprimer 120 emplois de plus, *« en raison de la baisse d'activité et des modifications des modes de production de l'entreprise »*.

Croyant atténuer sans doute les effets des licenciements dans cette région particulièrement touchée par le chômage, la direction a fait la proposition de remplacer les licenciements par un travail à mi-temps pour les femmes dont le mari travaille. Il faut signaler que ce travail à mi-temps était qualifié de *« diminution du temps de travail »* — les embauches correspondantes, évidemment, n'étaient pas prévues...

La réaction des ouvrières a été radicale et sans ambiguïté : le jour de la réunion des syndicats avec la direction, elles ont arrêté les chaînes et sont allées à plus d'une centaine dans les locaux du directeur du personnel signifier leur refus d'une telle mesure.

Si tout n'est pas réglé, grâce à la détermination des travailleuses et à une position unie des deux sections CGT et CFDT, la mesure autoritaire de travail à mi-temps pour 220 femmes de l'entreprise a été repoussée et le plan de la direction mis en échec.

Mais alors que Delors prévoit un accroissement du chômage pour 1983 et planifie en même temps le développement du travail à temps partiel, gageons que pareille situation peut se reproduire dans certains secteurs de l'industrie dans les mois à venir.

Cela met en lumière ce que la notion « de temps choisi » a obscurci quelque temps dans les débats entre travailleurs et dans les syndicats, et fait apparaître les véritables enjeux du temps partiel pour les patronat.

Comme en Belgique

Augmentation de la productivité et rationalisation capitaliste de l'entreprise se font sur le dos des femmes, en jouant sur un des déterminants de leur oppression, leur place au sein de la famille.

Lorsque les ouvrières de Bekaert Cokerill — licenciées pour avoir refusé le mi-temps que leur patron voulait leur imposer, tout comme celui d'Arthur Martin — sont venues à Paris, invitées par le cercle Flora Tristan, elles ont eu les honneurs du ministre des Droits de la femme.

Y. Roudy s'est déplacée en personne pour les *« saluer et apporter sa solidarité »*. Elle ajoutait : *« Il est difficile d'imaginer que l'on puisse encore renvoyer les femmes au foyer sous prétexte qu'elles viennent voler le travail des hommes comme au XIXe siècle. »*

C'est pourtant ce qui peut se produire.

Dans une période de développement accentué du chômage, les pressions sociales qui s'exercent risquent effectivement de faire apparaître le travail des femmes comme concurrentiel à celui des hommes, et le maintien de leur emploi comme moins prioritaire.

La conséquence de cette logique est, on le voit bien, une division accrue dans les rangs du mouvement ouvrier.

Pour toutes ces raisons, les exemples de Bekaert Cokerill en Belgique et d'Arthur Martin doivent être pour nous et pour l'ensemble du mouvement ouvrier un signal d'alarme.

Ils doivent nous servir à relancer le débat sur le temps partiel dans les entreprises, dans les sections syndicales.

Sonia Folloni

IMPOTS

La grève unitaire du 19 mai

Comme le montre l'exemple de l'appel unitaire des quatre syndicats des impôts, il est possible, ensemble, de mobiliser contre l'austérité, pour d'autres solutions politiques imposant au gouvernement de ne plus se mettre au service du patronat.

Comme l'expriment la majorité des salariés dans le secteur des impôts justement, c'est une mobilisation interprofessionnelle unitaire qui est à l'ordre du jour pour changer vraiment la politique gouvernementale. En l'absence de perspective en ce sens au niveau des directions confédérales, ce débat est à l'ordre du jour, partout, dans les entreprises comme dans les syndicats.

A l'appel des quatre syndicats nationaux de la DGI (Direction générale des impôts), une mobilisation unitaire a permis de réaffirmer le rejet de l'austérité : sous la forme d'assemblées générales du 2 au 6 mai et avec une grève d'une demi-journée ce jeudi 19 mai.

Une telle situation est malheureusement trop exceptionnelle pour ne pas être signalée ! Cependant, pour cette grève, des difficultés de mobilisation sont apparues, d'ordre divers.

Le plus important tient, en fait, à la répétition d'actes unitaires dans ce secteur : la grève du 19 mai est la troisième depuis juin 1982. Une demi-journée le 2 juillet dernier contre le premier plan d'austérité, une journée le 27 octobre, et celle-ci... Chaque fois dans l'unité... Cela a créé une évidence pour beaucoup de salariés : il faut une action interprofessionnelle d'ensemble pour peser dans la situation. Ceux et celles des impôts « ne font pas le poids ».

Par ailleurs, on a pu noter des réactions sectaires ; du côté de certains militants du PC qui préfèrent voir le SNADGI-CGT « agir » avec la CGT, par exemple lors de la dernière « journée d'action » du 5 mai, au lieu que se maintienne une unité d'action intersyndicale au impôts. A leur avis, cette situation « sert à dédouaner » les autres syndicats ! Les militants du PCI n'ont guère eu une attitude plus mobilisatrice. Sans avoir voté contre la grève, ils se contentent de ne rien faire pour mobiliser, la critiquant comme « une journée d'action » quelconque ; sans même se souvenir de leur soutien national en tant qu'organisation à la journée de FO du mercredi 18 mai.

Malgré ces contradictions parmi les militants syndicaux, et les doutes sur l'inefficacité d'une troisième grève du secteur isolément, une chose a été confirmée par l'ensemble des assemblées générales ces derniers jours : dans sa grande majorité, le personnel est opposé à la politique d'austérité, et favorable à une action d'ensemble du mouvement ouvrier.

Une assemblée générale dans le vingtième arrondissement de Paris en a donné un bon exemple : les quatre-vingt-neuf participants ont adopté après débat un texte où on peut lire notamment : *« La meilleure façon de se mobiliser contre ceux qui refusent le changement a toujours été pour les salariés de lutter pour leurs revendications contre celles du patronat. »* Le jugement sur les problèmes posés par la mobilisation, en particulier, mérite d'être connu. Il a valeur d'exemple partout, bien plus largement d'ailleurs que dans le secteur des finances ou dans la seule fonction publique : *« Le plan d'austérité est gouvernemental et indivisible ; de ce point de vue, toute riposte, même unitaire, limitée à un secteur, pour nous DGI, est insuffisante. Il en est ainsi de la grève du 19 mai 1983 qui nous est proposée. Cependant, parce que cette grève est unitaire, nous appelons à la faire. Il faut que cette unité fasse école au niveau des confédérations. Il est de la responsabilité des directions confédérales CGT, CFDT, FO, FEN d'organiser dans l'unité, sous forme de grève interprofessionnelle de 24 heures, la riposte pour exiger le retrait du plan d'austérité. »* Texte qu'ils décidèrent de transformer en pétition pour la faire connaître à tout le personnel.

Au rejet massif des mesures d'austérité déjà prises s'ajoute de plus en plus aux impôts, comme dans bien des secteurs de la fonction publique, une autre inquiétude, résultat elle aussi de la politique d'austérité : une compression des effectifs, au moins sous la forme de non-remplacement des départs à la retraite, est à l'ordre du jour... Aussi, dans la région parisienne en particulier, chacun sent s'éloigner les chances de mutation en province. Par ailleurs, bien sûr, face au nombre de chômeurs, un « dégraissage » des effectifs et profondément ressenti comme inacceptable.

Même si le débat porte aujourd'hui de plus en plus sur les moyens d'action et sur l'état du mouvement syndical à l'échelle nationale et interprofessionnelle, on le voit le climat n'est pas, pour l'essentiel, à la résignation pour la majorité des personnels des impôts. On pourrait en dire autant dans les douanes, où un appel CGT-CFDT à la grève a été lancé pour le même 19 mai ; avec une remarque cependant, illustrant encore le problème de l'efficacité dans l'action : alors que la direction ministérielle est la même, alors que les revendications sont les mêmes, aucune coordination n'a eu lieu entre l'action dans les douanes et celle des impôts !

Correspondant

Défendre les travailleurs chiliens, c'est une tâche sérieuse

Précipitation suspecte et totalement inefficace ! L'union régionale Ile-de-France CGT appelle, par le canal de *l'Humanité* du 18 mai, à organiser des délégations à partir de 18 heures à l'ambassade du Chili.

De leur côté, non moins confidentiellement, la confédération et l'union région parisienne CFDT appellent à un rassemblement, même heure, même lieu, sur le même sujet.

Ni tract, ni propagande. Pourquoi cette précipitation ?

Il est parfaitement normal que la CGT et la CFDT appellent à protester contre les nouvelles exactions de Pinochet visant les manifestations récentes de Santiago, en particulier. Mais qu'est-ce qui justifiait de le faire, divisés, à la hâte, presque en douce ?

Il faut une riposte unitaire de soutien aux travailleurs chiliens. La plus large. Donc avec des tracts d'appel, un délai de préparation pour que cette protestation soit une action massive, de rue, en manifestation.

Il faut, pour que cette riposte unitaire réussisse, que partis et syndicats du mouvement ouvrier la fassent ensemble, avec une propagande (affiches et tracts en commun).

Mais cette décision plus que discrète de la part de la CGT et de la CFDT risque d'hypothéquer la valeur de la démarche en direction de l'ambassade du Chili.

Souhaitons que les dirigeants nationaux CGT et CFDT aient pris cette décision pour d'autres motifs que la date de cette journée, et que leur précipitation coupable soit corrigée par une perspective de mobilisation de masse pour la défense des travailleurs chiliens.

L'heure FO contre l'austérité

• Une journée d'action contre les mesures d'austérité... mais Bergeron, lui, veut sauver la paix sociale

LE 18 mai, la confédération CGT-FO a lancé un appel à la grève *« d'une heure, en principe en fin de journée et à plusieurs manifestations ou rassemblements à Paris et en province »*.

La base d'appel à cette journée : « contre l'austérité, pour la défense du pouvoir d'achat ». Les travailleurs ne pouvaient qu'être d'accord avec les nombreux appels lancés par les UD ou fédérations qui reprenaient le plus souvent la longue liste des conséquences des mesures prises depuis plusieurs mois à l'encontre du pouvoir d'achat des salariés.

Nous reviendrons la semaine prochaine sur l'écho rencontré par cet appel, mais plusieurs questions peuvent d'ores et déjà être posées.

• La lutte contre les mesures d'austérité concerne tous les travailleurs et appeler à la grève pour cela est une bonne chose. De nombreux syndicats Force ouvrière posaient la question de la riposte depuis plusieurs mois et le débat avait eu lieu au CCN de janvier et encore à la CE du 25 avril.

Il n'est un secret pour personne que la volonté exprimée était une journée de 24 heures de grève et non un appel d'une heure en fin de journée. D'ailleurs plusieurs syndicats ou UD ont dépassé la consigne et appelé le 18 à 24 heures de grève : l'UD du Rhône, le syndicat services publics de Toulouse... En fait, Bergeron et la direction confédérale ont eux-mêmes proposé une heure de grève comme contre-feu à cette exigence.

• L'autre question, bien sûr, est celle du refus de toute démarche unitaire vis-à-vis de la CGT et de la CFDT. La direction Bergeron se cantonne dans un isolement superbe vis-à-vis de syndicats qui ont une représentation de plus de la moitié des salariés du pays ! Comment prétendre mener une action efficace contre l'austérité sans permettre à tous les salariés de se retrouver côte à côte ?

Au nom de son anticommunisme traditionnel, FO ne s'adresse pas à la CGT et, au nom des lois Auroux, il en est de même vis-à-vis de la CFDT. Et comme d'habitude ce sont les travailleurs qui trinquent dans ces manœuvres d'appareil. Mais Bergeron a-t-il le souci dé mener une action efficace ? A lire ses dernières déclarations, il se comporte lui aussi beaucoup plus en donneur de conseils au gouvernement... et au patronat : *« Si le gouvernement et le patronat ne nous écoutent pas, il y aura des conflits... mieux vaut admettre au départ cette situation et résoudre les problèmes à froid plutôt qu'à chaud. »* (*Le Figaro* du 18 mai.)

Si les patrons ne veulent pas négocier comme s'en plaint amèrement Bergeron, c'est qu'ils ont fermement décidé de faire payer la crise aux travailleurs, et que malheureusement le gouvernement les suit sur ce terrain. Alors pour les faire reculer, l'action unitaire et efficace est le seul moyen.

Bergeron ne veut donner comme but à l'action que la défense du principe de négocier. Ce n'est pas cela que les travailleurs qui auront participé à la grève FO avaient à cœur, mais une action efficace.

L. C.

PCF

Y a -t-il un pilote dans l'avion ?

LES déclarations de Marchais passent, les problèmes demeurent. Son discours de clôture au stage des 526 secrétaires de section, le 15 mai, fait apparaître autant de questions qui restent ouvertes.

Participer au plan d'austérité ?

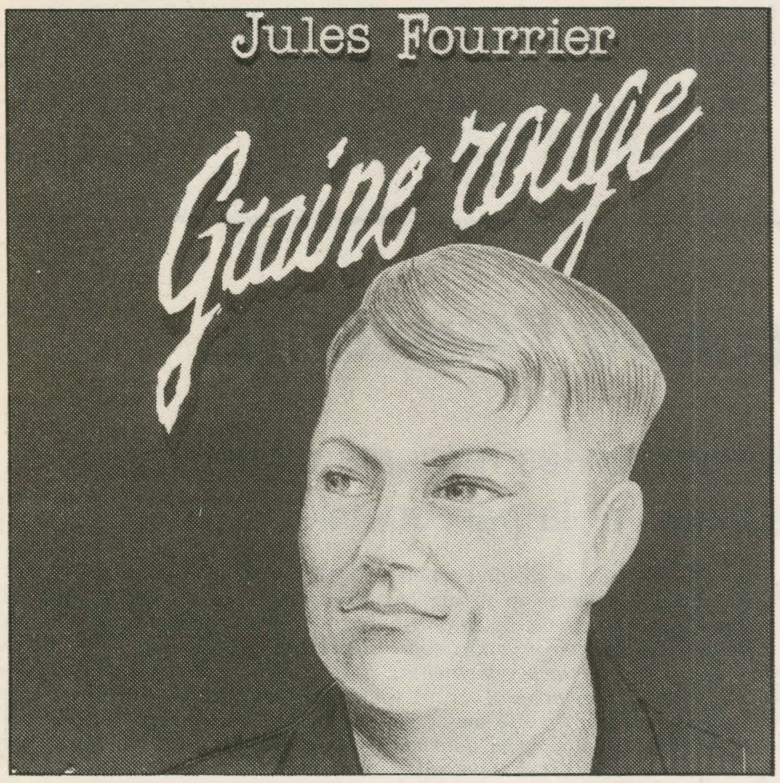
Les ministres et les parlementaires du PCF ont fait en sorte que le plan de rigueur s'applique. Les mesures impopulaires, qui le composent, sont l'objet de critiques plus acerbes du secrétaire général du PC. La presse en a été émue et y a vu un « durcissement ». Les mots sont plus durs à l'endroit du plan de rigueur, il est vrai.

Qu'en déduit Marchais ? Rien, sinon la banalité suivante : *« Mais le fait est là : ce sont d'autres propositions que celles que nous avons formulées en faveur de la relance économique, de l'emploi et de la justice sociale, qui prévalent aujourd'hui. »* D'autres propositions, sans doute, mais avec l'aval du PC, sans action mobilisatrice du PC contre ce plan ou même une de ses mesures. Alors ? La contradiction reste entière et n'arme pas pour autant les militants du PCF à l'entreprise, auxquels les travailleurs demandent des comptes, puisqu'ils représentent un parti du gouvernement. Que diront-ils ? *« Ce n'est pas notre ligne qui s'applique chez Mauroy »*... quand Fiterman et Lajoinie sont impliqués corps et âme dans le plan Delors ? Beaucoup de secrétaires de section ont dû rester sur leur faim.

Militer autrement ?

Cinq axes ont été avancés, pour militer autrement. Ils ne peuvent relever que de deux soucis. Ou bien il s'agit d'avouer l'isolement où se trouvent les militants du PCF à l'entreprise ou dans le quartier, ou bien la direction est totalement dépourvue de la moindre perspective militante. Car enfin, ces cinq axes sont les suivants : *« bien connaître le terrain »*, *« être avec les gens »*, *« partir des réalités telles qu'elles sont aujourd'hui »*, *« mettre en débat des propositions accessibles et réalistes »*, et enfin *« rassembler »*. C'est un abécédaire utile pour jeunes militants. Ou encore une redécouverte pour un parti en perte de vitesse et isolé.

Il s'agit de la reprise de la même idée cégétiste de Krasucki, chantre du syndicalisme *« banal »*, *« au quotidien »*, qui relève à la fois de la reconnection des militants CGT avec le milieu et d'un recentrage certain. Avec ça, les secrétaires de section doivent être sacrément armés.



EN SOUSCRIPTION
PARUTION LE 20 JUIN 1983
GRAINE ROUGE
Jules Fourrier prix public 57 F

La vie d'un peintre en bâtiment originaire de l'Anjou qui adhéra au PC à la fin des années vingt, fut élu député communiste du 15e arrondissement de Paris sous le Front populaire. Responsable de l'agit-prop centrale du parti, courrier de l'Internationale communiste en Espagne, Jules Fourrier refusa le pacte germano-soviétique, entra dès le début dans la Résistance avec un groupe de réfugiés espagnols, fut arrêté, torturé, déporté à Buchenwald, Mauthausen puis Gasen. Milita à la Nouvelle Gauche, à l'UGS, fonda le PSU où il adhéra à la tendance socialiste-révolutionnaire pendant la guerre d'Algérie, devint trotskyste, est militant de la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la Quatrième Internationale).

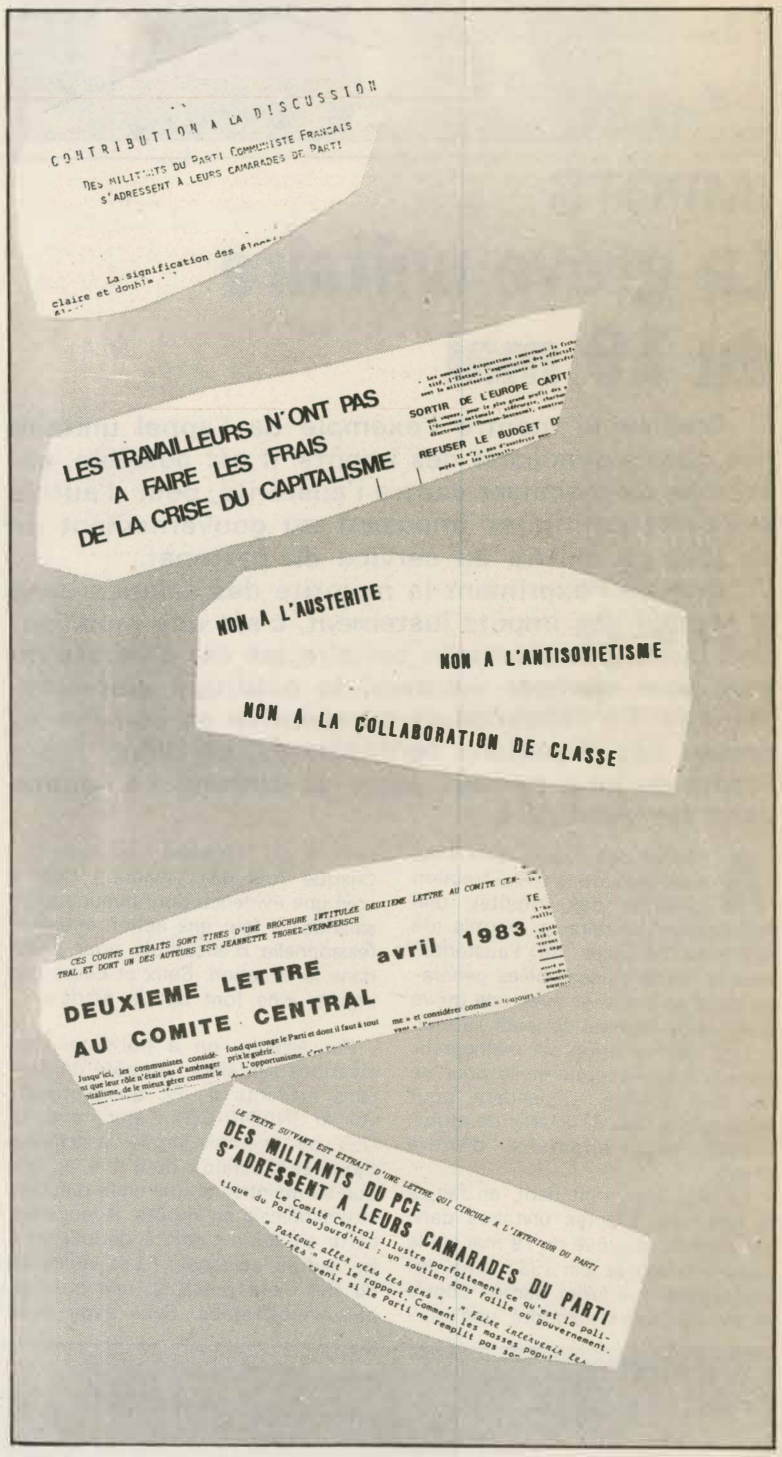
Je souscris pour exemplaires à 45 francs + F
Frais de port : exemplaire x 6 F + Total : F
Je passerai le prendre à la librairie la Brèche
9, rue de Tunis 75011 Paris (Mº Nation).
Je souhaite le recevoir à l'adresse ci-dessous.
Je paierai pour cela 6 francs de port par exemplaire commandé.
Nom : Adresse :
Prénom :
Chèque et bulletin à retourner à : PEC 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil.

Voter à gauche ou voter PC ?

Devant les secrétaires de section, Marchais a planché pour démontrer l'absolue nécessité de présenter des candidats PC. Cela relève d'un constat implicite. L'électorat PC a été entamé par deux réflexes. Le *« vote utile »* dès le premier tour contre la droite, et l'abstention. *« Dans un autre endroit, sans doute parce qu'on est mécontent, on ne se déplace pas, et il n'y a que 30 % des suffrages exprimés »*, dira Marchais. Après avoir énoncé les principes élémentaires du militantisme de masse, voilà le secrétaire général du PC réaffirmant l'utilité des candidats aux couleurs du PCF. Au passage, il justifie *a posteriori* sa camp agne présidentielle, controversée dans le PCF. Mais cet exercice montre à quel point il lui faut resserrer les rangs des militants. En témoigne le énième appel au fonctionnement régulier des cellules.

Un combat des chefs ?

Marchais a-t-il convaincu et mobilisé ? En tout cas, il ne s'est pas privé de faire appel aux directions intermédiaires du parti pour régler manifestement quelques comptes. Au détour d'un développement sur la vie de l'organisation, le voici battant le rappel autour de lui : *« Ne vous en laissez pas détourner par l'accumulation, la multiplication de décisions les plus diverses venues d'en haut. Ne vous en laissez détourner par personne* (à qui pense-t-il ?), *par aucune instance de sommet, et s'il faut être encore plus précis : pas même le comité central. »* En démagogue, il ajoute : *« Prenez garde, prenons garde tous ensemble à ce qu'il faut bien appeler des tendances parfois bureaucratiques dans le travail des directions. »* Derrière une question interne juste, l'accumulation de directives internes, de sollicitations diverses dont sont l'objet les secrétaires de section, Marchais a fait passer un message, une réponse à certains dirigeants nationaux. Qui ? L'avenir le dira.



Faute de débat démocratique interne, les textes, contributions et déclarations se multiplient dans le PCF. Certains sont distribués en tract, lors par exemple de la manifestation du 1er Mai. D'autres sont envoyés au domicile de militants, notamment ceux de la CGT.

La multiplicité de ces documents montre la soif de débats et la résistance à la ligne actuelle du PCF. La dérive droitière de « Rencontres communistes », la situant dans des eaux proches du PS, fait place à une expression d'une critique de gauche de la ligne actuelle.

Cela montre à quel point l'interrogation domine dans les rangs du PC. Et combien il est décisif d'engager le dialogue avec ses militants.

Et maintenant ?

Le plan gouvernemental d'austérité va s'appliquer dans toute sa brutalité. Les militants du PCF vont dès lors être plus sollicités. Beaucoup d'entre eux comprendront, dans le syndicat, dans la lutte ou dans les débats qui traversent l'entreprise ou le quartier, que s'ils veulent en finir avec la crise, empêcher le retour de la droite, stopper l'offensive patronale, il ne reste qu'une voie. Celle de la mobilisation la plus large des travailleurs pour leurs revendications. C'est sur ce terrain qu'ils retrouveront l'équilibre politique que la ligne du PC leur fait perdre.

Jean Lantier

LO-LCR : l'unité pour la fête et aussi pour les luttes !

LUTTE OUVRIERE appelait le 18 mai à faire de la journée d'action de Force ouvrière *« une offensive des travailleurs pour leur niveau de vie et contre l'austérité en même temps que contre la bourgeoisie et la droite »*. Cette prise de position indique une évolution des positions de LO sur plusieurs points qui méritent d'être relevés, car ils peuvent faciliter l'action commune à l'entreprise de nos deux organisations.

Contre la droite

LO, on le sait, avait fait de la dénonciation du gouvernement de gauche et de sa politique le thème quasi unique de sa campagne électorale. Cette fois, sensible à l'offensive de la droite et du patronat, elle fait du slogan *« en grève le 18 mai, pour reprendre la rue aux bourgeois et à la droite »* son thème vedette d'appel à la journée FO. C'est la une du journal du 14 mai, et le titre des feuilles de boîtes. Donc, et c'est un changement important, LO reprend à son compte trois thèmes centraux d'actualité : *« répondre par une grève générale et des manifestations aux provocations de la droite et de la bourgeoisie »*, *« battre en brèche sa propre politique au gouvernement »*, *« imposer qu'on s'en prenne aux profits des plus riches... »*. Inscrivons dans la case « solde positif » cette position qui se rapproche de celle défendue par la LCR lors de la campagne municipale.

Dans les syndicats

LO se préoccupe de traduire la nécessaire mobilisation des travailleurs en axes d'intervention syndicale. Ce faisant, elle choisit le 18 mai et présente cette journée FO comme la grève dont doivent s'emparer les travailleurs. L'éditorial du 14 mai indique en effet : *« Ils doivent transformer la grève de FO en une offensive des travailleurs pour leur niveau de vie et contre l'austérité en même temps que contre la bourgeoisie et la droite. »*

Une telle position comporte à la fois une vérité et une erreur.

Une vérité, d'abord, et importante à noter : encore récemment, LO affirmait qu'on pouvait passer pardessus et à côté des confédérations syndicales pour mobiliser... Nous retenons donc que, devant les journées d'action des syndicats, LO ne se contente plus d'une attitude de mépris et a, au contraire, un souci d'efficacité, cherchant à s'en saisir pour aller dans le sens de la mobilisation.

Cela dit, les camarades de LO, dans leur appel pour le 18 mai, commettent une erreur, qui ne peut que colporter de lourdes illusions. Il ne s'agit, en fait que d'une grève *« d'au moins une heure »*, appelée, il est vrai, « contre l'austérité », à l'inverse des journées équivalentes de la CGT et de la CFDT... Et LO estime que les travailleurs *« pourront s'en emparer »* pour *« en faire une véritable démonstration de classe contre la bourgeoisie »*... LO connaît mieux que nous les limites de l'implantation sociale de Force ouvrière... ! Elle connaît aussi la division syndicale régnant et le besoin d'unité parmi les travailleurs. Comment, dès lors, faire croire qu'on peut *« transformer »* ce mercredi 18 mai en contre-offensive nationale ?

Pour l'unité syndicale

LO sent bien, d'ailleurs, que la division syndicale est un obstacle majeur dans la voie de la mobilisation. Cette préoccupation se transcrit dans son appel au 18 mai : *« La CGT et la CFDT auraient dû et auraient pu prendre FO au mot et s'associer à son initiative en appelant le 18 mai à une grève générale contre l'austérité. »* Une formule ambiguë, mais une formule quand même sur l'unité syndicale nécessaire. Tout compte fait, nous y voyons une évolution positive.

Nous avons, ensemble, malgré des divergences, fait une campagne électorale dont nous tirons un bilan positif. Nous organisons en ce moment une fête commune, une nouvelle initiative unitaire. Tout cela est bel et bon, comme l'est le supplément mensuel commun.

Alors, pourquoi ne pas agir ensemble ?

Mais concrètement, combien d'occasions perdues, combien de tâches nous aurions pu mener à bien ensemble dans les entreprises. Le lendemain de notre campagne commune, Delors lance son plan qui donne raison au titre de notre liste « La voix des travailleurs contre l'austérité ». Mais ni communiqué commun ni tracts à l'entreprise ni pétitions communes anti-austérité ne venaient relayer l'action électorale commune. Ne serions-nous capables de nous associer que les jours de fête ou les jours des urnes ? Nous avons en commun la préoccupation de nous adresser aux militants du PC et du PS que nous rencontrons à l'entreprise et qui sont désorientés. L'unité d'intervention à l'entreprise LCR-LO ne représenterait-elle pas un axe possible, attractif pour ces militants ? Si, bien sûr.

Parlons franchement : des divergences, notamment dans le comportement lors de luttes comme Chausson ou les centres de tri PTT, il y en a ; elles seront abordées dans la fête, lors de forums. Mais parler c'est bien, agir ensemble c'est mieux. Réduire ces divergences, c'est agir ensemble, pratiquer ensemble. Sinon, il ne s'agit que de cultiver sa propre identité, ses propres frontières d'organisation. Et cette mentalité de garde-chasse amène à louper de grosses occasions d'agir ensemble.

Nous ne sommes pas des unitaires bêlants : les différences et les divergences, personne ne les nie. Mais avancer vers le parti que nous voulons construire, c'est accepter la confrontation politique sur le lieu privilégié d'intervention de nos deux organisations : les entreprises.

Jean Lantier

Une des banderoles de Lutte ouvrière le 1er Mai 1983.

Cet été, du 16 juillet au 13 août

4 stages de formation

Cet été, dans un cadre agréable et de bonnes conditions de travail, consacrez une semaine à la formation politique.

Alors qu'en cours d'année, nous le savons tous, il est difficile de consacrer du temps à la lecture et à la formation politique, la période d'été est plus favorable. Participer à un des stages d'été que la LCR organise depuis des années est la formule la plus efficace — et la plus sympathique ! — pour acquérir ou renforcer sa formation politique.

Il est possible de venir en famille, une crèche-garderie est organisée pour les enfants durant les sessions de formation. Des temps de détente et de lecture sont prévus...

CET été, comme les années précédentes, la LCR organise des stages de formation politique élémentaire. Ces stages sont ouverts aux camarades sympathisants de la LCR, lecteurs de *Rouge*, toutes celles et tous ceux qui sont intéressés par la politique défendue par la LCR.

• Voici quelques-uns des thèmes traités :

— les enjeux de la situation politique actuelle
— la crise du capitalisme
— le mouvement ouvrier : classe, syndicats et partis
— la social-démocratie et le PS
— le stalinisme et le PCF
— la lutte des femmes contre leur oppression
— internationalisme et Internationale
— la révolution en Amérique centrale
— la révolution politique dans les pays de l'Est.

• Comment on travaille dans ces stages ?

— des exposés en assemblée générale
— des discussions en petits groupes pour permettre d'approfondir les thèmes abordés
— des « commissions à la carte » pour débattre d'autres sujets que ceux prévus dans le programme

— des heures de lecture, de détente et de loisirs...

Les stages se déroulent dans le Midi, dans la grande région de Toulouse. Le logement se fait en chambres de 2, 3, 4 places. Il est possible de venir en famille. Chaque stage commence le samedi à 19 h avant le repas et se termine le samedi suivant dans l'après-midi.

Le prix est de 700 F tout compris (pension complète et matériel de formation). Une crèche-garderie est organisée durant les sessions de formation du matin et de l'après-midi. Le prix pour les enfants (lit et repas) est de 350 F.

Pour tout renseignement complémentaire, appeler le 8 59 23 00.

• Les dates des stages :

Stage n° 1 : du 16 au 23 juillet
Stage n° 2 : du 23 au 30 juillet
Stage n° 3 : du 30 juillet au 6 août
Stage n° 4 : du 6 au 13 août.

• Pour s'inscrire :

Il suffit de remplir le bulletin ci-contre et d'y joindre 200 F d'arrhes, soit en liquide, soit en chèque à l'ordre de la LCR, ainsi qu'une enveloppe timbrée à votre adresse.

Renvoyez le tout à :
LCR FORMATION ETE 83
2, rue Richard-Lenoir
93 108 Montreuil.

A REMPLIR

Nom : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Prénom :

Adresse :

Profession :

Lieu d'emploi :

Syndicat : .....

Responsabilité syndicale : .....

Stagiaire à la LCR : Age :

en contact avec la LCR : Sexe :

sans contact avec la LCR :

Numéro du stage choisi : ☐

Je viens avec enfant(s), âgés de :

- j'irai en voiture et je dispose de place(s)
- si c'est possible, j'aimerais profiter d'une place en voiture
- on peut me téléphoner au n°
de h à h

ELF-AQUITAINE

Une nationalisée qui licencie

Elf-Aquitaine, deuxième groupe industriel français, un effectif de 60 000 personnes, un bénéfice consolidé de 3,5 milliards de francs en 1982. A la tête de cette entreprise nationalisée : Albin Chalandon, ancien ministre gaulliste. Comme bien d'autres, il n'a pas été mis à l'écart au lendemain du 10 mai, alors qu'il applique dans son groupe une politique strictement intégrée aux intérêts capitalistes en France et à l'échelle mondiale. Le groupe participe au pillage du tiers monde en Afrique et en Amérique du Sud, et applique aujourd'hui une politique de redéploiement qui consiste à investir en priorité dans ces pays pour développer au maximum ses profits.

Albin Chalandon et la SNEA qui sont au centre du plan chimie adopté par le gouvernement ont aujourd'hui une cible particulière, celle des vapocraqueurs, et ont décidé la fermeture d'un vapocraqueur et les diminutions d'activité d'un second sur le site de Feyzin près de Lyon. Les vapocraqueurs servent à la production des « grands intermédiaires » à partir d'hydrocarbures liquides (naphta ou gazole) ou bien de propane ou de butane. Les « grands intermédiaires » sont en priorité l'éthylène, le butadiène et divers autres produits. Ils jouent un rôle essentiel dans la production de matières plastiques, de caoutchoucs synthétiques, de fibres synthétiques (tergal, nylon). Cette production est donc charnière pour plusieurs branches industrielles (textile, bâtiment, automobile...) La production de ces grands intermédiaires doit fortement augmenter dans les années qui viennent (2,8 % par an selon Elf-Aquitaine elle-même).

Alors, pourquoi diminuer les capacités de production ? La réponse est simple : pour augmenter les profits d'un trust capitaliste. Dans la stratégie des groupes européens, il y a un objectif : rapprocher au maximum les sites de transformation des lieux de production. Pour cela, Elf-Aquitaine prévoit de développer des installations au Moyen-Orient et en Amérique et de diminuer fortement la production en France. Les autres pays européens, eux, prévoient au contraire une augmentation sensible de leur production dans les années qui viennent.

Fermer le vapo n° 1 de Feyzin, cela veut dire 200 emplois supprimés dans un plan qui prévoit près de 2 000 emplois en moins jusqu'en 1984 ; cela veut dire, en chaîne, des milliers d'emplois supprimés dans les entreprises qui dépendent de l'approvisionnement de Feyzin.

C'est contre cette politique de restructuration capitaliste faite avec l'assentiment total du gouvernement que les travailleurs de Feyzin sont entrés en lutte pour empêcher la fermeture du vapo. CGT, CFDT et FO ont déjà appelé à des débrayages et plusieurs délégations ont été faites aux députés et aux pouvoirs publics. Seule la lutte peut empêcher une entreprise nationalisée et le gouvernement issu du 10 mai d'appliquer une décision qui frappe les travailleurs et protège les intérêts capitalistes.

Correspondant

COFAZ-APC contre la restructuration

Aujourd'hui, la majeure partie de l'industrie chimique est directement sous le « contrôle » de l'Etat. Cela n'empêche pas le gouvernement d'avoir mis sur pied un « plan chimie », dans le droit fil des projets élaborés sous Giscard et soumis aux concertations européennes avec les trusts de la branche. Le secteur des engrais est parmi les plus touchés par les restructurations. Plus de 2 000 suppressions d'emplois sont prévues dans différentes entreprises.

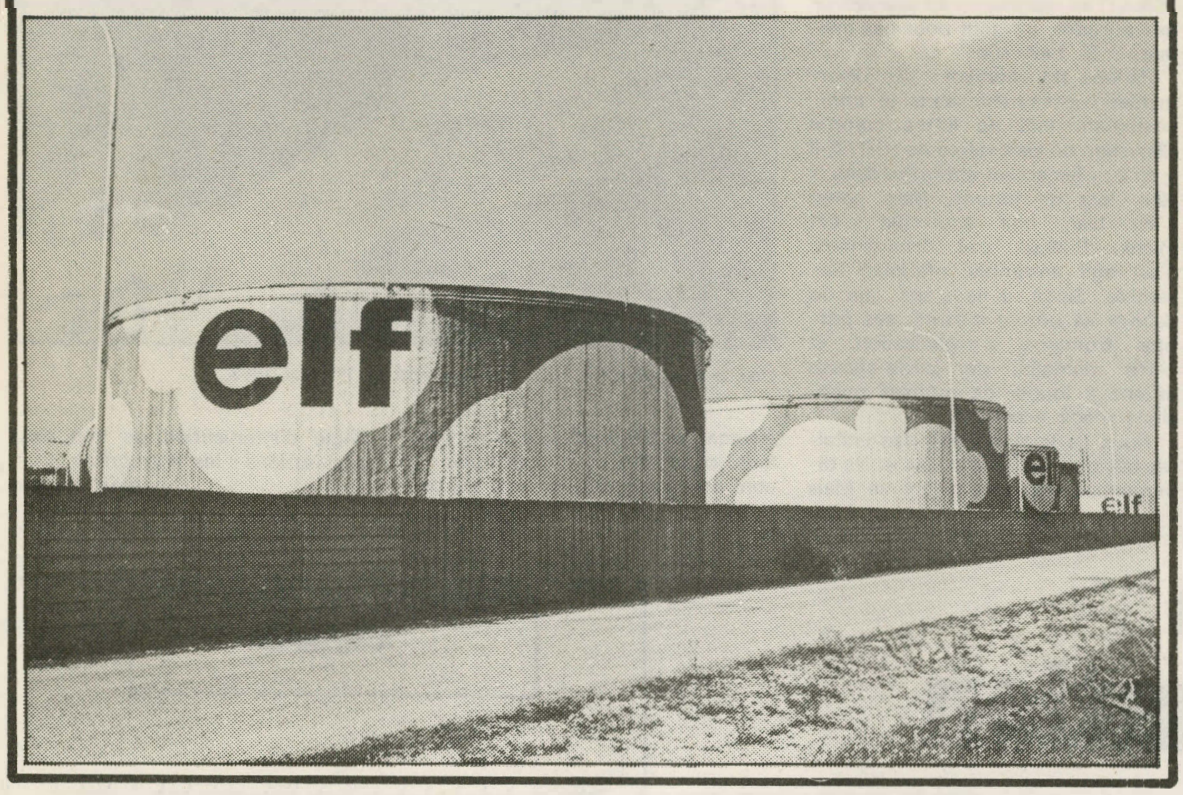
A la suite de la nationalisation de Rhône-Poulenc et de Paribas, l'Etat a pris le contrôle des sociétés les plus importantes : APC, GESA, SOPAG, COFAZ. Rhône-Poulenc se retirant du secteur engrais, c'est aujourd'hui la reconcentration du secteur. L'APC (CDF-Chimie) récupère la GESA de Rhône-Poulenc et la COFAZ (Paribas-Total) récupère la SOPAG de Rhône-Poulenc. L'APC-GESA prévoit 600 licenciements, la COFAZ-SOPAG, 500 licenciements et 500 suppressions d'emplois.

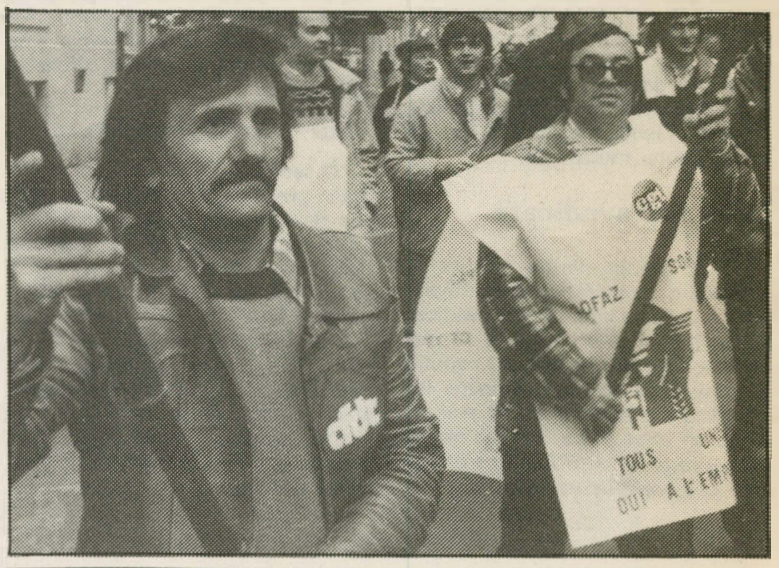
La France est le premier importateur mondial d'engrais (759 000 tonnes par an), ce qui n'empêche pas le plan chimie de prévoir une réduction de la production. La règle pour le gouvernement, ce ne sont pas les besoins, mais la compétitivité capitaliste.

Les travailleurs des deux branches (APC-GESA et COFAZ-SOPAG) ont engagé la riposte : en particulier le 25 avril par une grève de 24 heures largement suivie dans l'ensemble des deux groupes, à l'initiative de la CGT et de la CFDT.

700 travailleurs sont montés à Paris pour refuser les suppressions d'emplois. La LCR, présente dans plusieurs usines du groupe, exige la démission du P-D G Marvier, aux ordres des actionnaires de la CFP-Total, exige le droit de veto sur les licenciements pour les syndicats et le droit de regard sur la comptabilité du groupe.

Correspondant





Tri-PTT Toulouse

Le conflit n'était que suspendu

LE directeur vient de remettre en cause le protocole signé avec les trois sections syndicales CFDT, CGT, CGT-FO. Signalons que le directeur de Toulouse-gare n'est pas n'importe qui : c'est un copain de Pompidou qui a été nommé voici quelques mois. Il est impensable de croire, quels que soient les penchants réactionnaires de ce monsieur, qu'il puisse agir sans être sûr au préalable qu'il n'y aura aucune retombée venant du ministère. Or, les acquis de la grève sont un appel à la lutte pour les autres postiers et de nombreux centres sont entrés en lutte pour l'obtention des mêmes droits : suppression du samedi après-midi, pour les 38 heures, suppression d'une rentrée en nuit sur deux, demi-brigade en vacation de demi-nuit les veilles de fêtes.

Devant les méthodes du directeur d'établissement, les trois sections syndicales CGT, CFDT, CGT-FO ont appelé à la riposte immédiate : 24 heures de grève en nuit, débrayage en jour et demi-nuit.

Les trois sections syndicales appellent le personnel à la grève à partir du jeudi 19, une heure par jour, pour appuyer les négociations qui vont recommencer. La brèche ouverte par les postiers de Toulouse-gare dans la politique d'austérité du ministre des PTT est insupportable pour lui. D'où la remise en cause des acquis. Une politique d'austérité s'accompagne toujours d'une politique de répression. D'où les vieux textes ressortis par Mexandeau pour limiter le droit de grève dans les PTT (loi gaulliste de 1963). C'est donc une épeuve de force qui s'engage entre les postiers qui veulent voir leurs revendications satisfaites et le ministre qui ne veut pas en entendre parler, au nom de la rigueur.

Correspondant

AIX-EN-PROVENCE

Thomson-CSF en lutte

A Aix-en-Provence, dans une entreprise de la Thomson CSF, les travailleuses et travailleurs sont en lutte contre des menaces de licenciements.

Depuis de nombreuses années, la direction de l'entreprise avait pour objectif de démanteler la production, et d'en exporter une grande partie dans les pays du tiers monde.

En février dernier, elle annonçait officiellement son projet au millier de travailleuses et travailleurs qu'elle emploie actuellement. C'est près de 400 personnes, en majorité des femmes, qui voient soudain leur emploi menacé.

Face à cela, les travailleuses ne sont pas restées sans réaction : plusieurs débrayages ont eu lieu. La mobilisation se développe pour le maintien de l'emploi, d'abord à l'initiative de la CGT, rejointe dans un deuxième temps par la CFDT.

Les travailleuses et les travailleurs réclament depuis un mois l'ouverture de négociations, et demandent l'intervention des pouvoirs publics. Dans ce sens, ils se sont adressés à plusieurs membres du gouvernement, aux groupes parlementaires socialiste et communiste. Ils n'ont à ce jour pas reçu de réponses. Le préfet reste également muet.

En attendant, et pour pouvoir négocier dans de bonnes conditions, la majorité du personnel a décidé d'exercer un contrôle direct sur les machines pour éviter que leur outil de travail ne soit déplacé. Les machines sont surveillées jour et nuit.

D'autre part, une véritable solidarité ouvrière se développe dans la région. De nombreux syndicats ont d'ores et déjà fait part de leur soutien. La manifestation du 1er Mai à Aix se concluait par un appel à la vigilance, lancé par l'UL-CGT.

Dans une autre entreprise d'électronique, filiale à 100 % de la Thomson-CSF, située près d'Aix, les travailleurs viennent de remporter une victoire sur une augmentation de salaire, à l'issue d'un mois de grève menée dans l'unité syndicale, CGT et CFDT.

Correspondant

ANTIRACISME

Un combat européen

DANS toute l'Europe capitaliste se développe aujourd'hui une campagne raciste de grande envergure. L'hystérie en France d'un Le Pen, les propos alarmistes d'un Chirac sur l'insécurité comme produit de l'immigration, ne sont qu'un reflet de ce qui se passe dans les pays limitrophes. En Allemagne fédérale, par exemple, le gouvernement d'Helmut Kohl projette de renvoyer une bonne partie des quatre millions d'immigrés — des Turcs pour la plupart — qui séjournent outre-Rhin. Un leader de la CDU, l'un des partis au pouvoir, n'hésite pas à affirmer que la présence de ceux *« qui ne manifestent pas le moindre désir d'adopter le mode de vie allemand constitue un véritable problème pour la société »*.

Partout les classes dominantes adoptent la même attitude. Durant les années d'expansion économique, elles firent largement appel à une main-d'œuvre bon marché, sans droits politiques reconnus, donc taillable et corvéable à merci. On permit le développement massif d'un travail clandestin basé sur la surexploitation de dizaines de milliers de travailleurs. L'éclatement de la crise conduit les possédants à faire des citoyens originaires d'Afrique, du Maghreb ou du Proche-Orient, les premières victimes désignées des politiques d'austérité. Cela passe en premier lieu par une « incitation au retour ». En RFA, beaucoup d'entreprises proposent ainsi une prime de départ de 10 000 deutschmarks. Mais les forces conservatrices ont également compris l'utilisation politique qu'elles pouvaient faire de thèmes racistes qui, en exacerbant les divisions entre exploités, permettent de masquer les responsabilités des patrons dans l'approfondissement de la récession. Et, de façon synchronisée, on voit les pires ennemis du monde du travail reprendre le même argument sur *« l'immigration incontrôlée »*.

LA Belgique est sans doute le pays où l'offensive xénophobe a pris le plus d'ampleur. Près de 10 % de la population sont immigrés (880 000 personnes sur 10 millions d'habitants). Dans certaines communes, comme à Bruxelles, le pourcentage atteint 30 %. La coalition au pouvoir appuyée par les groupes néo-nazis exploite ce contexte en développant un véritable « racisme d'Etat ».

Depuis un an, le ministère de la Justice a renforcé le contrôle aux frontières : les travailleurs non originaires de la CEE doivent passer par des postes frontières réservés. Le visa d'entrée obligatoire a été rétabli pour certaines nationalités : Marocains, Tunisiens, Sénégalais. Dans certaines localités — telle Schaerbeck — les autorités multiplient les obstacles à l'installation des étrangers. Le bourgmestre de cette ville, Roger Nols, tente même d'interdire l'accès de certaines écoles aux enfants d'immigrés. L'apartheid n'est plus une spécialité de l'Afrique du Sud. Un projet de loi, qui devrait être adopté à la fin de ce mois par les députés, vise à légaliser ces odieuses pratiques. Il prévoit notamment de limiter les possibilités de regroupement familial. Désormais celui-ci serait limité au conjoint ainsi qu'aux enfants de moins de dix-huit ans.

BRUXELLES est en passe de devenir la capitale de la xénophobie. Mais la Belgique donne aussi l'exemple de la riposte. Le 8 mai dernier, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté leur soutien aux travailleurs immigrés. Fait des plus encourageants, les deux grandes confédérations syndicales, la Fédération nationale du travail (proche des socialistes) et la Confédération des syndicats chrétiens participaient à cette démonstration aux côtés de quelque cent cinquante associations antiracistes et démocratiques. La portée de cette initiative dépasse largement les frontières. Son ampleur démontre que le racisme n'est pas une fatalité et qu'il est possible de combattre la division entre les travailleurs par un combat pour l'unité et l'action commune de toutes les forces qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie. Il y a un an, une première manifestation à Schaerbeck n'avait rassemblé qu'un millier de participants.

Il est au moins deux leçons à tirer de l'expérience belge. D'une part, elle illustre la nécessité et les chances de succès en France d'une bataille pour un front uni contre les campagnes réactionnaires. Ensuite, elle fait apparaître les possibilités d'un échange d'informations et d'initiatives convergentes entre les forces de divers pays. D'autant plus que le combat antiraciste est étroitement lié au rejet des politiques d'austérité. L'internationalisme ne comprend-il pas aussi cette dimension ?

Christian Picquet

CHILI

Le temps des stades est revenu...

L'automne du tyran

• Des milliers de manifestants aux abords du palais présidentiel le 11 mai.... Cela ne s'était pas vu depuis bientôt dix ans

QUEL symbole pour tous ceux qui savent ou peuvent se souvenir ! Une foule de manifestants aux abords de l'austère palais présidentiel de La Moneda, au cœur de Santiago du Chili, cela ne s'était pas vu depuis bientôt dix ans...

La dernière fois, c'était à quelques jours du 11 septembre 1973. Chacun savait le coup d'Etat imminent. Ils étaient là, en masse, les mains nues, venus des quartiers populaires apporter leur soutien au gouvernement d'Unité populaire et à son président, Salvador Allende.

Mercredi dernier, 11 mai 1983, au même endroit, la multitude affrontait les carabiniers aux cris de *« Liberté ! »*...

Rejet généralisé

Au-delà du symbole, cette journée de *« protestation civile »* appelée à l'origine par la Confédération des syndicats de mineurs du cuivre marque un tournant dans la trop longue histoire de la dictature du général Pinochet.

Ce ne sont pas seulement les zones minières et les quartiers ouvriers et populaires des grandes villes qui, à travers mille et une formes (arrivée groupée et avec retard sur les lieux de travail, concerts de casseroles, écoles vides) ont manifesté leur opposition massive.

L'ouverture tardive de la plupart des magasins, les rassemblements d'avocats dans les palais de justice ou les manifestations des étudiants de la vieille Université catholique sont autant d'expressions d'un rejet généralisé du régime.

Isolé comme jamais il ne le fut, celui-ci n'a pu répondre qu'avec la seule arme dont il dispose désormais pour assurer sa survie : la répression.

Deux morts, des blessés par dizaines au cours des manifestations. Quelques heures plus tard, rafles à la faveur du couvre-feu : deux à trois mille suspects entassés dans un stade. Brutalités, tortures, procédures expéditives prévues par un état d'urgence jamais levé. Des centaines d'inculpations au bout du compte. La machine, sur ce plan, est bien rodée.

Le pillage et la crise

Si l'appareil militaro-policier reste pour l'instant relativement uni derrière Pinochet, les fondements mêmes de la dictature sont désormais profondément minés.

Celle-ci fut instaurée pour briser une puissante montée révolutionnaire, pour détruire le mouvement ouvrier qui fut longtemps le plus politisé, le mieux organisé d'Amérique latine.

L'écrasement des travailleurs devait permettre à la grande bourgeoisie chilienne d'augmenter spectaculairement le taux d'exploitation de la force de travail, de jeter les bases d'un prétendu *« nouveau développement économique »*, à partir de rapports de forces sociaux devenus favorables.

Le pays allait devenir un marché ouvert aux multinationales, à leurs produits et à leurs capitaux ; un terrain de chasse privilégié de la spéculation financière.

Après une décennie de pillage sous couvert de *« libéralisme économique »*, frappé de plein fouet par la crise mondiale du système capitaliste, le Chili est exsangue, au bord de l'effondrement.

Les sommes considérables accumulées par les bénéficiaires nationaux et internationaux de la politique de la dictature ont rejoint la masse des capitaux flottants qui cherchent de par le monde le meilleur taux de rendement possible.

Depuis 1980, la production de l'industrie textile a chuté de 35 %, celle de la sidérurgie de 55 % tandis que la construction travaille à moins de 40 % de sa capacité. Les chômeurs représentent 32 % de la population potentiellement active des villes. Le revenu moyen des salariés, qui était en 1981 inférieur de 47 % à celui de 1973, a encore diminué.

La petite bourgeoisie, dont une partie importante avait activement soutenu le régime à ses débuts, est elle-même écrasée par la crise : le syndicat des camionneurs et son chef Vilarin, dont on se rappelle le rôle qu'ils ont joué dans la préparation du coup d'Etat, se déclarent aujourd'hui *« dans l'opposition »* ! Illustration spectaculaire de la réduction de la base sociale de la tyrannie...

Quelle alternative ?

Jusqu'à l'année dernière, un lent processus de réorganisation et de recomposition politique, rendu nécessaire par l'ampleur de la défaite subie en 1973, était à l'œuvre au sein des masses ouvrières et populaires. Depuis lors, les mobilisations se sont multipliées et accélérées.

Parallèlement, les forces politiques bourgeoises d'opposition, en premier lieu la Démocratie chrétienne — qui a l'avantage de s'appuyer sur un bonne partie de la hiérarchie catholique — se renforçaient. Elles se présentent désormais comme une *« alternative crédible »* dans le cadre d'une ouverture politique *« contrôlée »* donnant toutes les garanties souhaitables à l'impérialisme.

Celui-ci, trop occupé en Amérique centrale, inquiet de l'instabilité dans laquelle entre l'Argentine voisine, continue néanmoins d'apporter un soutien actif à la dictature. La journée du 11 mai, parce qu'elle a prouvé que le peuple chilien n'a plus peur, qu'il reprend force et confiance, pourrait l'amener à reconsidérer sa position plus tôt qu'il ne le souhaitait.

Jean-Pierre Beauvais

Trois révolutionnaires en danger

Parmi les milliers d'opposants incarcérés depuis des années dans les prisons de la dictature chilienne, parmi 700 résistants arrêtés depuis le début de l'année 1983 (ce chiffre n'inclut pas la répression consécutive à la journée du 11 mai), le cas de trois militants révolutionnaires condamnés à mort et pouvant être exécutés à tout moment requiert des actions urgentes de la solidarité internationale.

Fernando Valenzuela, Victor Zunega, Carlos Garcia sont accusés par la soi-disant « justice militaire » de Santiago d'avoir participé le 15 juillet 1980 à l'exécution du colonel Roger Vergara, un tortionnaire notoire qui était à l'époque directeur de l'école nationale des services de renseignement.

C'est au terme d'un simulacre de procès au cours duquel l'accusation n'a apporté aucune preuve formelle que ces trois camarades ont été condamnés à la peine capitale.

Il faut empêcher leur assassinat !

• Plusieurs pétitions circulent actuellement à propos de leur cas. Il faut les multiplier et les faire parvenir à l'ambassade du Chili, 2, avenue La Motte-Picquet. Paris 7e.

L'Amérique centrale face à l'agression impérialiste

▶ Nicaragua: la révolution résiste à l'étranglement

LE 5 février à Matagalpa, Jaime Wheelock, ministre de la Réforme agraire du gouvernement de Managua, a tiré le bilan des résultats économiques devant plus de 10 000 personnes qui venaient de participer à la récolte du café : *« Nos exportations, camarades, n'ont pas diminué (...). Le volume des exportations de base de l'économie nicaraguayenne — café, sucre, viande et coton — a même augmenté cette année. Mais leur prix est bien plus bas. Si les impérialistes nous payaient le prix de 1979, le Nicaragua aurait exporté l'équivalent de 740 millions de dollars. Mais pour combien allons-nous en exporter, en réalité, cette année ? Nous n'atteindrons pas les 500 millions de dollars. Nous exporterons pour environ 460 millions de dollars. Qui a pris la différence d'au moins 300 millions de dollars ? Demandez-le au gouvernement Reagan et à sa politique économique. »*

Etranglement économique

Ces chiffres traduisent une réalité : la révolution, et elle seule, a libéré d'énormes énergies pour sortir ce petit pays de trois millions d'habitants de l'enfer du sous-développement. En janvier, par exemple, c'est une mobilisation exceptionnelle de 100 000 travailleurs qui a permis de sauver la récolte de café, prématurément mûrie, et d'atteindre le record de 140 000 quintaux.

Mais la guerre pèse sur ces succès. Il faut entretenir près de 40 000 soldats, assumer la mobilisation de la milice (à laquelle participent des dizaines de milliers de personnes), ce qui engage en permanence ressources et forces de travail dans les tâches de défense et non de production.

A cette pression militaire s'ajoutent celles des *« libres mécanismes du marché »*... Selon la Banque mondiale elle-même, l'investissement privé, qui représentait 80 % des investissements sous Somoza, n'en constitue plus aujourd'hui que 10 %. La bourgeoisie fait la grève des investissements. Sur le marché mondial, la détérioration des termes de l'échange fait perdre des millions de dollars au Nicaragua. L'impérialisme ne fait pas de cadeaux ! Au mieux, il ne consent que des prêts, et à des taux d'intérêt exorbitants. Le service de la dette augmente, alors qu'il absorbait déjà 28 % des revenus des exportations en 1981. Enfin, les Etats-Unis envisagent de réduire leurs quotas d'exportation de sucre nicaraguayen, sous prétexte que celui-ci représente 2,1 % de leurs importations de ce produit alors que le *« fidèle allié »* hondurien n'en représente que 1 %. Une telle mesure, selon un porte-parole de l'ambassade du Nicaragua à Washington, signifierait *« tuer la révolution nicaraguayenne »* en lui ôtant près de 50 millions de dollars de recettes.

Le secteur public s'étend

A chacune de ces pressions, la révolution sandiniste a riposté en accroissant son contrôle sur le secteur privé. *« L'économie mixte »* — même si le secteur privé reste dominant dans l'industrie comme dans l'agriculture — est de plus en plus encadrée dans un contrôle quasi total du crédit et du commerce extérieur. Dans l'agriculture, le secteur d'Etat (20 à 30 %) est lié à un secteur coopératif en constant développement. La grande agriculture privée reste dominante dans la production clé du coton. Dans l'industrie, le secteur public atteint 40 %. La bourgeoisie nicaraguayenne a perdu l'essentiel de son pouvoir économique.

Dans le domaine de la consommation, le secteur public assure principalement un système de santé gratuit — ce qu'aucun pays dépendant de l'impérialisme n'arrive à établir ! La consommation alimentaire, pourtant en progression, reste par contre inégale. Les produits de première nécessité ne sont pas rationnés. Aussi, pour bloquer toute spéculation, les Comités de défense sandiniste (CDS) ont commencé à organiser leurs propres réseaux de distribution (riz, haricots, maïs, huile, savon à bas prix) afin de contrôler les prix fixés par le gouvernement et de défendre par là même le niveau de vie des masses. C'est également en collaboration avec les CDS qu'une loi a été adoptée en février prévoyant la distribution de 67 000 logements à leurs locataires, l'indemnisation de leurs propriétaires n'étant qu'exceptionnelle.

Tous ces éléments montrent la dynamique de la révolution. *« Notre peuple, le peuple travailleur, sait dans quelle direction nous allons. Je demande aux ouvriers et paysans massivement rassemblés ici : où allons-nous ? Vers le socialisme ! »*, disait Tomas Borge lors de la manifestation du 1er Mai 1982. C'est en effet le seul moyen de résister aux pressions combinées de l'agression militaire et de l'étranglement économique. Contrôler la production et le commerce extérieur, réorienter la production selon les besoins, endiguer le blocus de la bourgeoisie et de l'impérialisme — tout cela exige des travailleurs et paysans nicaraguayens un énorme effort pour prendre eux-mêmes en mains le contrôle de leurs ressources économiques et les orienter vers la satisfaction des besoins des masses.

Quelles structures politiques ?

L'intervention militaire US et les pressions économiques impérialistes n'ont qu'un seul objectif : tenir en échec cette lutte pour la libération nationale et sociale du Nicaragua. Même s'ils ne sont pas victorieux militairement, les stratèges américains savent — ils l'ont montré à l'échelle de destructions criminelles de masse au Vietnam — que leurs menées contre-révolutionnaires aggraveront les difficultés d'un développement indépendant du pays : retard économique accru, sabotage, élimination des militants les plus combatifs dans la guerre. Ils auront beau jeu alors de donner des leçons de démocratie à un régime qu'ils ont épuisé et un peuple qu'ils ont saigné !

Reagan a déjà commencé dans cette voie. Lui qui soutient les pires dictatures du Salvador, du Honduras ou du Guatemala, ose traiter de *« totalitaire »* le régime sandiniste ! La vérité est que l'opposition bourgeoise, aujourd'hui encore, a droit à une existence légale au Nicaragua pour autant qu'elle ne participe pas directement à la contre-révolution armée. Mais la majorité de cette opposition a déjà fait son choix. Depuis 1980, les représentants les plus significatifs de la bourgeoisie nicaraguayenne ont pris le chemin de l'exil pour fonder des partis d'opposition à l'étranger. La plupart collaborent avec les contre-révolutionnaires somozistes. Les autres (Robelo ou Pastora) se *« tiennent en réserve »* pour d'autres services, militaires ou politiques, selon les besoins de l'impérialisme.

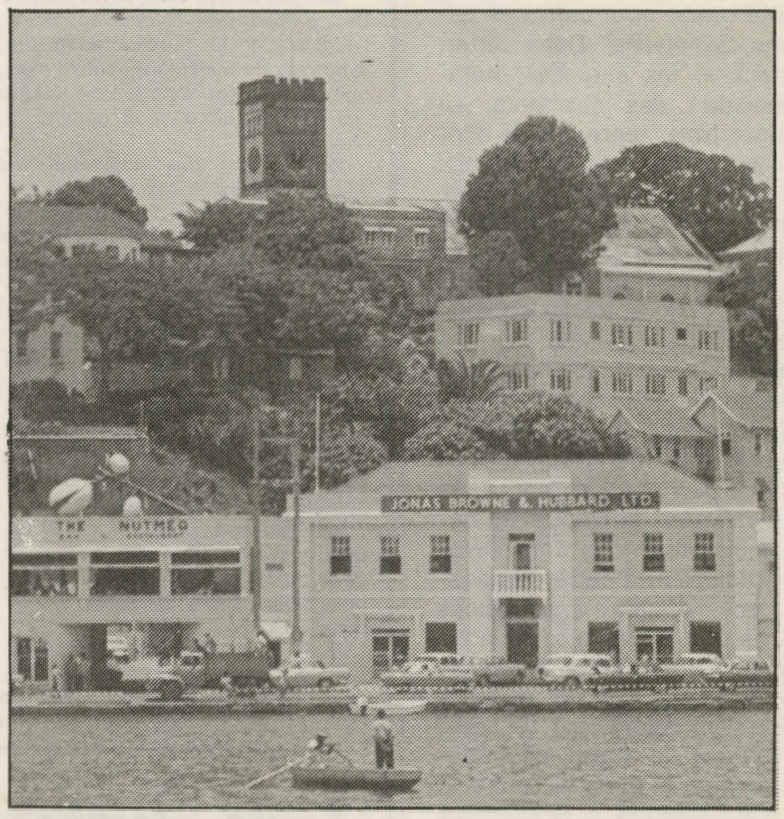
Pendant ce temps, un débat traverse le Front patriotique révolutionnaire, alliance de six partis de gauche dont le Front sandiniste (FSLN) est la force principale. Les discussions — publiques — tournent autour du projet de *« loi sur les partis politiques »* actuellement en préparation. Le seul fait qu'un tel débat existe, qu'il soit public, est un démenti suffisant aux mensonges de Reagan !

Mais le débat ne se limite pas au seul rôle des partis. Celui des Comités de défense sandinistes et des syndicats dans les structures politiques de la révolution nicaraguayenne y est sous-jacent. La plus sûre garantie de la révolution tient en effet dans la mobilisation des masses et leur participation effective aux décisions politiques et sociales. L'extension du pouvoir réel des CDS, ainsi que de la milice, est de ce point de vue la réponse la plus efficace et la plus démocratique. Quant aux syndicats, leur rôle a été débattu lors de l'Assemblée constitutive de la Centrale sandiniste des travailleurs (CST), tenue en février dernier. Celle-ci souligne, à juste titre que les syndicats doivent être libres « d'élire et de révoquer leurs dirigeants », d'adopter leurs décisions par vote majoritaire et qu'ils ne constituent pas une partie de l'appareil d'Etat ou une organisation du parti, mais doivent conserver leur indépendance et viser à une centrale syndicale unique de tous les travailleurs.

L'extension de ces organes directement aux mains des masses est une tâche importante de la période à venir. Non seulement face aux pressions impérialistes, mais aussi pour combattre les difficultés qui se manifestent, inévitablement, dans ces conditions. En octobre 1982, Bayardo Arce, membre de la direction du FSLN, a dû rappeler à tous les CDS qu'il fallait combattre tout abus ou manifestation d'arbitraire de la part de responsables des CDS. Plus les structures politiques de la révolution favoriseront un contrôle direct des masses, plus ces difficultés pourront être surmontées en même temps que s'approfondit le processus révolutionnaire.

J.-P. Beauvais et M. Thévenaz

▶ Grenade: mobilisation contre les menaces d'invasion



LES organisations de masse doivent mobiliser notre peuple. Elles doivent assurer le plus grand développement possible des milices, garder nos plages, les services essentiels et les autres projets de la révolution, aider à creuser des tranchées, organiser les groupes d'assistance médicale... »

Cet appel dramatique est extrait d'un tract du New Jewel Movement, l'organisation révolutionnaire au pouvoir depuis 1979 dans la petite île de Grenade (située à 250 kilomètres au sud de la Martinique).

Le gouvernement de Grenade a de bonnes raisons de craindre une agression militaire dans les mois qui viennent. Depuis quatre ans, les Etats-Unis ne se sont jamais départis de leur attitude hostile envers le nouveau régime : pressions économiques, campagnes de presse, manœuvres militaires simulant une invasion, préparatifs d'attentats, etc.

Ces dernières semaines, les menaces sont devenues plus concrètes encore. Les officiels américains essayent de convaincre leur opinion publique que Cuba est en train d'établir des bases militaires dans l'île. Pour appuyer ces affirmations, Reagan n'a pas hésité à présenter à la télévision des photos supposées *« confidentielles »* de l'aéroport civil en construction. Un aéroport dont chacun peut visiter le chantier et que des militaires américains ont par ailleurs qualifié de *« sans danger »*. Ce qui est en jeu *« n'est rien moins que la sécurité nationale des Etats-Unis »*, a pourtant insisté Reagan.

Il ne s'agirait encore là que d'une *« déclaration de guerre non déclarée »*, selon les termes employés par un ministre grenadien si, fin mars, un plan d'invasion impliquant la CIA n'avait été découvert...

Les raisons essentielles pour lesquelles cette minuscule terre de 100 000 habitants est devenue l'une des cibles de Washington dans les Caraïbes ne sont, en réalité, pas d'ordre militaire. Grenade est en train de se convertir en un exemple pour plusieurs des îles voisines. Alors qu'elles s'enfoncent dans la crise économique et que l'on y craint des explosions sociales, à Grenade, par contre, le chômage est aujourd'hui quatre fois moindre qu'en 1979. Les réalisations sociales sont déjà nombreuses et le gouvernement tente systématiquement d'associer la population aux discussions sur les orientations économiques et politiques du pays.

Ecraser à peu de frais la révolution grenadienne alors que les menaces se précisent contre le Nicaragua constituerait une première victoire impérialiste dans la région. Le peuple grenadien est en train de démontrer que, si victoire il y avait, elle devrait être chèrement acquise. Il revient au mouvement de solidarité internationale de l'aider à dissuader l'agresseur.

Arthur Mahon

SURARMEMENT: DANGER IMMEDIAT

❶ Une logique terrifiante et désastreuse

COMMENT ne pas être révolté devant l'immense gaspillage matériel et humain qu'implique la course aux armements (voir ci-contre) ? L'effort économique de défense a été multiplié par trente depuis le début du siècle. En 1980, il dépassait de 287,6 %, soit près de quatre fois, celui de 1948. Et à cette date déjà, les dépenses militaires étaient en hausse de 5,8 % sur 1938, à l'aube de la Seconde Guerre mondiale.

Le tableau est accablant. La propagande impérialiste le justifie en arguant d'une prétendue offensive de l'Union soviétique pour acquérir une supériorité absolue sur le « monde libre ». Mais il s'agit surtout pour les gouvernements occidentaux de masquer leurs propres et écrasantes responsabilités dans la situation actuelle.

La militarisation de l'économie et de la société est, en effet, une tendance permanente du système capitaliste depuis la fin du siècle dernier. Le 7 mars 1895, dans un discours à la Chambre des députés, Jaurès la dénonçait déjà en ces termes : *« Toujours votre société violente et chaotique, même quand elle veut la paix, même quand elle est à l'état d'apparent repos, porte en elle la guerre, comme la nuée porte l'orage. »*

Les profiteurs du surarmement

Depuis la Seconde Guerre mondiale, dans les sociétés capitalistes développées, les intérêts des grands groupes financiers et ceux d'un complexe militaro-industriel sans cesse plus puissant convergent dans une relance périodique de la course à la mort. C'est aux Etats-Unis que ce phénomène a pris le plus d'ampleur, conduisant ce pays à se doter le premier de l'arme nucléaire et à en faire usage contre le Japon.

Les statistiques sont aujourd'hui tout à fait révélatrices. Ainsi, on retrouve les quarante-cinq mêmes sociétés dans la liste des cent premières firmes industrielles dressée par la revue *Fortune* et dans celle, établie par le Pentagone, des cent premiers groupes qui reçoivent de l'armée leurs plus importants contrats.

Cette tendance, ancrée au plus profond du fonctionnement des sociétés de l'Ouest, est renforcée par une crise économique qui entraîne une chute du taux de profit, une stagnation des débouchés « normaux » et une contraction du volume du commerce mondial. Pour les possédants, la production d'armes constitue de plus en plus un marché de substitution, destiné à permettre une certaine relance de l'accumulation du capital.

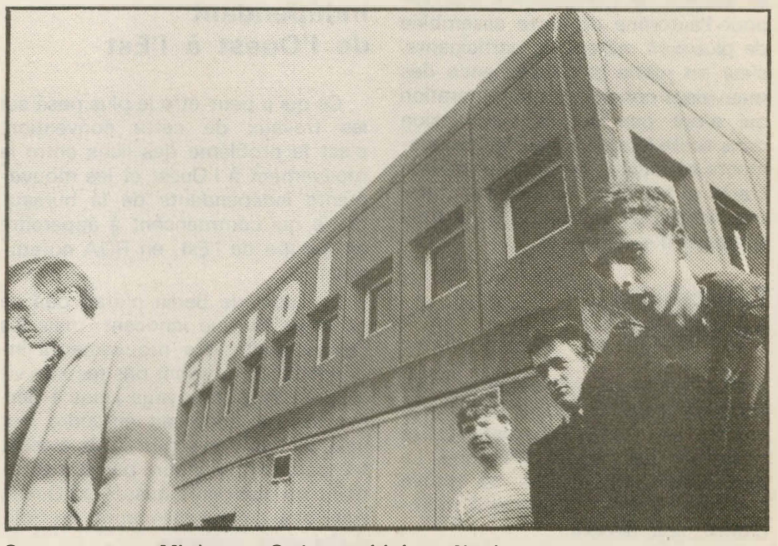
L'accession au pouvoir de Ronald Reagan ouvre, dans ce contexte, une nouvelle étape. Pour donner un coup d'arrêt à l'effritement de ses positions dans le monde et de son hégémonie sur le bloc occidental, l'impérialisme US a engagé une vaste contre-offensive. Celle-ci passe d'abord par l'usage intensif de la menace de guerre.

L'économiste Noam Chomsky dénonce cette opération idéologique : *« Le système de la guerre froide a largement servi de cadre idéologique à l'Etat pour mobiliser sa population en faveur d'invasions et de renversements d'Etats. Ce cadre idéologique est nécessaire, car la réalité requiert des mesures très brutales qu'il est moralement difficile aux gens d'accepter. Il se peut aussi que ces mesures soient très onéreuses en termes de vies humaines et de ressources matérielles. »*

Washington impulse en même temps une formidable politique de réarmement. Cette dernière est censée permettre au camp impérialiste de retrouver l'écrasante supériorité qu'il possédait naguère à tous les niveaux. Elle est également destinée à reprendre l'initiative sur le marché des engins de mort et à soumettre les partenaires occidentaux de l'Amérique à une très vive concurrence.

Les peuples, principales victimes

Telles sont, derrière les propos alarmistes du Pentagone sur la « menace soviétique », les véritables racines de l'actuelle course aux armements. Les puissances capitalistes en portent la responsabilité essentielle. Ce sont elles qui dominent le commerce des armes : au début de cette décennie, les quatre piliers de l'Alliance atlantique (USA, France, Royaume-Uni, Italie) se partageaient 67 % des transactions en ce domaine. Ce constat ne dédouane par pour autant les Etats bureaucratiques de l'Est qui, répondant à l'escalade impérialiste par la seule augmentation de leur potentiel militaire, contribuent à la croissance démentielle des dépenses mondiales dans ce secteur. Ce sont les peuples qui font les frais de ce processus meurtrier.



Surarmement... Misère au Sud, austérité au Nord.

▶ Dans les métropoles impérialistes, les dépenses guerrières vont de pair avec l'offensive bourgeoisie visant à amplifier l'austérité et à liquider les principaux systèmes de protection sociale.

Cette tendance est d'autant plus forte que l'effort d'armement accentue tous les déséquilibres de l'économie de marché : tensions inflationnistes, accroissement des déficits budgétaires, etc. Le rapport Tolba, présenté à la 25e session de l'ONU, en fait la claire constatation : *« Des dépenses d'armement importantes font obstacle aux politiques économiques visant à lutter contre la récession.* (...) *Elles intensifient le problème de l'inflation... »*

Contrairement à certaines assertions, les investissements militaires ne freinent le chômage que dans des proportions dérisoires. Selon les analyses du Bureau of Labor Statistics américain, une dépense d'un milliard de dollars procurait, en 1980, 76 000 emplois dans le secteur militaire, contre 187 000 dans l'éducation.

▶ Dans les pays du tiers monde, le surarmement, s'il n'est pas la cause première du sous-développement, lui est étroitement lié. Il l'entretient et l'aggrave. Les Etats de l'hémisphère sud sont un formidable débouché pour les trusts de l'armement et représentent les trois quarts de ce marché mondial. Cela produit une série de conséquences dévastatrices pour les populations.

● Parce qu'elle aboutit à la mise en circulation d'une énorme quantité de monnaie à laquelle ne correspond qu'une production non consommable, l'escalade militariste constitue un facteur inflationniste. Les pays les plus pauvres en sont évidemment les premières victimes dans la mesure où ils sont contraints de payer en dollars des marchandises toujours plus chères.

● L'intensification des dépenses d'armement favorise un immense gaspillage d'énergie et de matières premières dont ces pays sont les principaux fournisseurs. En même temps, elle renforce le poids des castes militaires : de 1960 à 1978, les forces armées du tiers monde ont augmenté de 64 %.

● Le commerce des engins de destruction renforce la dépendance des Etats du tiers monde. Il les oblige, par la domination d'une technologie étroitement influencée par la militarisation des économies capitalistes, à suivre un mode de développement totalement inadapté à leurs besoins. Et il permet aux classes dominantes occidentales de s'assujettir les oligarchies locales. Cynique, un dirigeant de Lockheed avouait récemment : *« Lorsque vous achetez un avion, vous achetez également un fournisseur et un système de fournitures. En d'autres termes, vous achetez un partenaire politique. »*

Est-il besoin de donner davantage d'éléments pour prouver la nécessité d'une action résolue contre une politique de réarmement qui va à l'encontre des besoins les plus élémentaires de l'humanité ?

Christian Picquet

Prochain article : Un déséquilibre Est-Ouest ?

QUELQUES PRIX D'ARMES EN 1982
(en millions de francs)

Types	Armes	Prix
Véhicules	Char AMX 30	3,7
	Char « Léopard »	5
Avions	Mirage V	9,4
	Jaguar	30
	Bombardier B 11	300
Navires	Porte-avions *Clemenceau*	750
	Sous-marin nucléaire français (sans les missiles)	1 900
	Porte-avions *Nimitz* avec ses appareils	7 000
Bombes et missiles	Missile « Exocet »	1,8
	Bombe 5,5 kt	9,5
	Crotale	30
	Minuteman (en silo)	48
	Titan I en silo et tête H de 3 mégatonnes.	330
	Batterie engins « Pershing »	700

Tableau tiré de « l'Economie des armes », de J. Fontanel (éditions Maspero).

L'absurdité en quelques chiffres

● Le secteur militaire mondial consomme une quantité très importante des ressources naturelles : 6,3 % de la consommation totale d'aluminium, 11,1 % de celle de cuivre, 8,1 % de celle de plomb... Dans les pays industrialisés, les produits militaires exigent vingt fois plus de recherches que les produits civils moyens. Les dépenses de recherche liées à la fabrication d'engins de mort représentaient environ 35 milliards de dollars en 1981, c'est-à-dire le quart des dépenses de recherche-développement mondiales.

● 10 % des dépenses militaires mondiales permettraient de remédier à la sous-nutrition — qui touche près de 800 millions d'hommes et de femmes — par un développement de l'agriculture. Il faudrait 500 millions de dollars pour combattre le paludisme ; ce qui représente le quart du coût d'un sous-marin lance-missiles Trident ou dix fois le prix du destroyer britannique Sheffield, coulé lors de la guerre des Malouines

● Dans les pays semi-coloniaux, les dépenses militaires croissent quatre fois plus vite que les crédits affectés à la santé. Sur 90 Etats « sous-développés », 32 dépensent plus du cinquième de leur budget en armements et 12 d'entre eux y consacrent plus de 30 %. Quand les classes dirigeantes de ces pays reçoivent un dollar d'aide, elles en déboursent trois pour s'armer. Conséquence : le tiers monde ne dispose que d'un médecin pour 2 000 habitants, mais il compte un militaire pour seulement 250. En Afrique, on compte un docteur pour 10 000 citoyens contre un militaire pour 292.

● Le programme Trident de sous-marins et missiles atomiques lancé par le gouvernement américain coûtera 30 milliards de dollars. Ce chiffre est équivalent au quart du produit intérieur brut de l'Inde ou encore à la richesse produite par 230 millions de personnes en 1979 dans le tiers monde.

C. P.

BERLIN

Seconde conférence pour le désarmement nucléaire

• Le mouvement antiguerre face à de difficiles problèmes d'orientation

La deuxième conférence pour le désarmement nucléaire qui s'est déroulée à Berlin-Ouest du 9 au 14 mai a mis en relief les problèmes d'orientation qui se posent à tout le mouvement.

S'il ne ressort rien de très concret en termes de perspectives d'action pour l'automne de cette assemblée de plusieurs milliers de participants, c'est en partie la conséquence des mauvaises conditions de préparation qui n'ont pas permis l'expression dans toute leur diversité des mouvements nationaux, les sociaux-démocrates et les Verts de RFA ayant par trop limité les travaux à un simple échange d'expériences.

Trancroître ou dépérir

Dès l'automne, le déploiement des Pershing et des Cruise sera entrepris, créant une situation dangereuse pour tous les peuples d'Europe. Le mouvement antimissiles se trouve confronté à l'alternative : soit transcroître, soit dépérir.

Transcroître en mouvement conscient pour la paix par le désarmement de l'impérialisme et le socialisme suppose une conscience des liens indissociables qui existent entre les menaces de guerre en Europe et les crimes de guerre de l'impérialisme ailleurs dans le monde, spécialement en Amérique centrale.

De la même manière, se pose avec d'avantage d'acuité le problème de la reprise en charge par l'ensemble du mouvement ouvrier des axes de lutte du mouvement antiguerre. La perspective d'une coordination des entreprises confrontées à une problèmatique de reconversion a été évoquée à l'initiative de camarades italiens. La discussion est à ce stade restée très générale, mais il n'empêche qu'il s'agit des premiers indices d'une prise de conscience que l'on ne peut lutter efficacement contre la militarisation et l'austérité sans le mouvement ouvrier.

Un mouvement indépendant de l'Ouest à l'Est

Ce qui a peut-être le plus pesé sur les travaux de cette convention, c'est le problème des liens entre le mouvement à l'Ouest et les mouvements indépendants de la bureaucratie qui commencent à apparaître en Europe de l'Est, en RDA notamment.

Le choix de Berlin n'était pas de ce point de vue innocent, mais les représentants des mouvements indépendants n'avaient pas reçu de visa pour faire le voyage jusqu'à Berlin ; ils ont donc fait entendre leur voix par les messages qu'ils avaient fait parvenir ou encore par le truchement de dissidents passés à l'Ouest. Ajoutons qu'une délégation de Solidarité était présente.

A l'exception notable de certains sociaux-démocrates, de quelques rares [illegible] bourgeoises tel le Parti du ce[illegible] finlandais et du petit PC d'Allemagne fédérale — tous soucieux de ménager à un titre ou à un autre la bureaucratie — l'écrasante majorité de la conférence s'est déclarée solidaire des mouvements indépendants d'Europe centrale, infligeant ainsi un cinglant démenti à la propagande impérialiste. Les divergences se sont plutôt centrées sur l'attitude à prendre pour manifester cette solidarité.

Les députés verts allemands ont pris l'initiative, en marge de la conférence, d'aller se faire arrêter sur l'Alexanderplatz à Berlin-Est, après y avoir deployé quelques banderoles. Certes, il aurait mieux valu une initiative de masse émanant de la conférence et discutée préalablement avec les mouvements indépendants de RDA. Mais le geste des Verts n'en gardait pas moins une valeur positive, même s'il était symbolique et lui aussi non dépourvu d'arrières pensées.

Divergences sérieuses encore, lorsque nous avons proposé en liaison avec des militants venus d'Europe de l'Est, tel Jiri Pelikan, de s'adresser aux mouvements officiels de cette zone, à l'occasion du congrès de la paix en juin prochain à Prague, non pour les conforter dans leur politique, mais pour témoigner à cette occasion de notre solidarité avec les mouvements indépendants.

Démarche difficile en effet, mais indispensable si l'on veut peser sur l'évolution de la situation tant en Europe de l'Est qu'en Europe de l'Ouest même, où des forces comme le Mouvement de la paix français avaient été délibérément ignorées par les organisateurs. Particularité française, une partie du CODENE a joué, hélas, sur le registre lamentable d'un anticommunisme caricatural par rapport à ces problèmes.

Une chance pour la révolution

Il n'y aura rien d'automatique ni de spontané et les révolutionnaires devront pleinement y contribuer, mais il s'agit bien d'un mouvement décisif pour ceux qui veulent changer la face du vieux continent dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe. Bien au-delà des limites de la convention de Berlin, c'est cela qui est en jeu dans le mouvement de masse.

Jean-Louis Michel

POLOGNE

Libérez Pinior et ses camarades

ALORS qu'il préparait la célébration de la fête internationale des travailleurs dans les usines de Basse-Silésie, Jozef Pinior a été arrêté par la police secrète, le dimanche 23 avril 1983. La répression a arraché des rangs des combattants clandestins de Solidarnosc un des dirigeants nationaux les plus brillants, un militant dévoué entièrement au combat pour la liberté syndicale, pour une société autogérée, pour *« les idéaux auxquels*, comme il disait, *les ouvriers, en Pologne et dans le monde entier, ont sacrifié leur vie »*.

C'est le troisième membre de la TKK pour la région de Basse-Silésie, et troisième président du comité régional de grève (RKS) qui tombe. C'est — avec Wladyslaw Frasyniuk, Piotr Bednarz et Karol Modzelewski — le quatrième membre du présidium de la direction régionale de Basse-Silésie jeté en prison en Pologne. Avec eux, il est parmi ceux qui, il y a deux ans, ont été démocratiquement élus par les ouvriers comme leurs représentants, et qui aujourd'hui paient un prix élevé pour avoir représenté fidèlement les intérêts des travailleurs dans un Etat totalitaire qui les opprime et réprime.

La répression de la dictature militaire frappe les dirigeants clandestins de Solidarnosc dans la région de Basse-Silésie de manière beaucoup plus centrale que dans d'autres régions. Cela prouve la peur que la lutte menée par le syndicat de la région sous la direction du RKS, son degré d'organisation dans les entreprises, sa capacité de mobilisation des masses et ses préparatifs pour la grève générale suscitent au sein de l'appareil du pouvoir. (...)

Nous demandons aux organisations syndicales et aux comités de solidarité avec Solidamosc en France, et à l'Ouest en général, de :

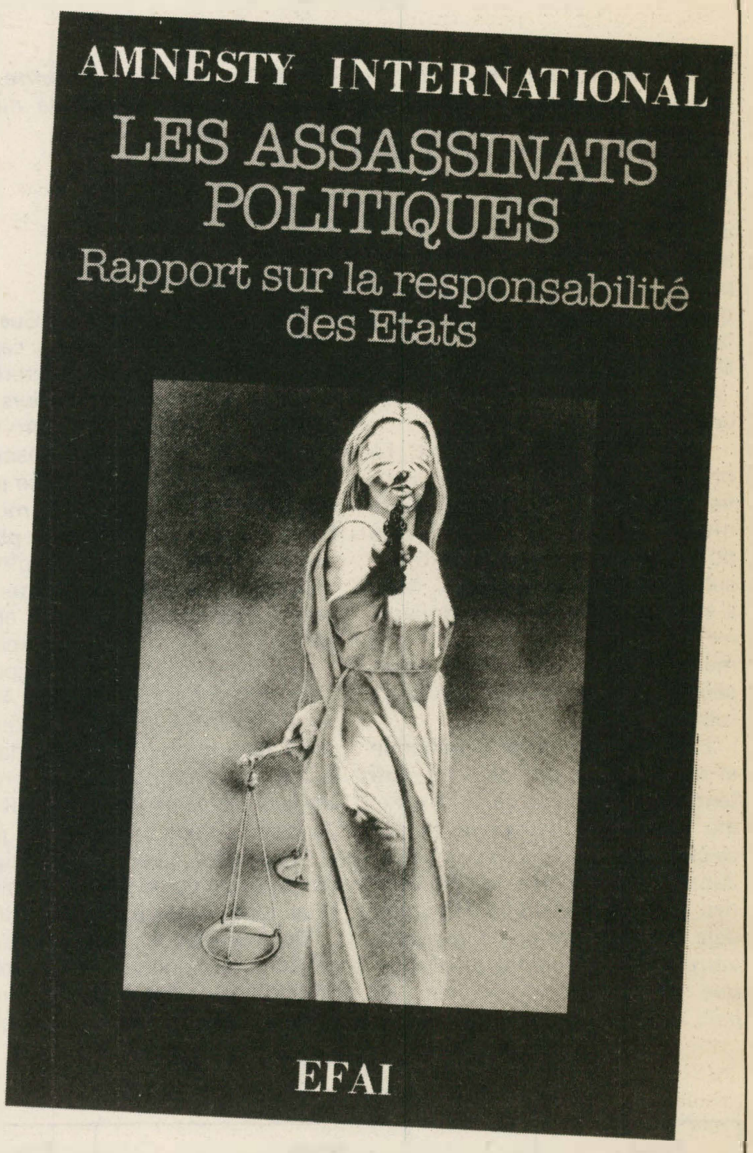
— défendre Solidarnosc de Basse-Silésie en organisant un soutien matériel pour sa direction clandestine en collaboration avec notre comité ;

— défendre Josef Pinior et ses camarades emprisonnés.

Exigez sa libération immédiate ! Envoyez une aide humanitaire aux familles des syndicalistes persécutés de Basse-Silésie. Aujourd'hui, plus que jamais, la défense de Solidarnosc passe par le soutien à l'organisation syndicale clandestine de Basse-Silésie !

Collectez l'argent et envoyez les chèques de soutien financier au comité régional de grève du syndicat Solidarnosc de Basse-Silésie, en les adressant au : **Comité de coordination du syndicat Solidarnosc en France. 120, rue de Crimée, 75019 Paris.**

AMNESTY INTERNATIONAL



Assassinats politiques et responsabilité des Etats

Amnesty International publie ces jours-ci un nouveau rapport consacré aux assassinats politiques et à la responsabilité des Etats. Ce travail, tout en analysant quelques-uns des plus importants cas de répression de masse au cours des vingt dernières années, s'inscrit dans l'actualité immédiate : massacres et assassinats d'opposants sont la réalité quotidienne dans de nombreuses régions du monde. L'ethnocide des Indiens au Guatemala, les disparus argentins, les milliers d'exécutés iraniens, les victimes de Sabra et Chatila sont autant d'exemples, parmi les plus récents et les plus marquants...

Les informations contenues dans ce rapport s'appuient sur de très nombreux témoignages. Elles ont été rigoureusement vérifiées, recoupées par des commissions d'enquête dont les méthodes de travail sont une indiscutable garantie de sérieux. L'objectif : donner les preuves matérielles, expliquer les mécanismes et les lois qui établissent la responsabilité des autorités.

Le premier point traité est celui de la responsabilité dans les exécutions extra-judiciaires. Les autorités, qu'elles soient directement responsables (exécutions de dizaines d'écoliers par les hommes de Bokassa), qu'elles soient ouvertement complices (Sabra et Chatila), ou bien nient officiellement toute responsabilité, ou bien se taisent ou encore multiplient les explications fallacieuses. Lorsqu'elles sont impliquées dans des assassinats politiques, elles usent de diverses méthodes pour masquer les faits, les déformer : transformer l'assassinat en « disparition », accuser les forces d'opposition ou des groupements armés soi-disant « indépendants » ou encore évoquer de prétendus « affrontements armés » ou de supposées « tentatives de fuite »...

L'organisation humanitaire considère qu'il y a eu disparition lorsqu'il y a de bonnes raisons de penser qu'une personne a été arrêtée sur mandat officiel ou avec la complicité évidente des autorités et que celles-ci nient la détention.

Cette méthode consistant à rechercher la responsabilité d'une exécution, d'un assassinat ou d'un massacre est illustrée par de nombreux exemples. Ainsi le témoignage, des plus éloquents, d'un réfugié salvadorien : *« Trente hommes, lourdement armés, vêtus de treillis militaires mais le visage masqué par des cagoules marquées ''escadron de la mort'', sont venus dans mon village. Ils ont arrêté et tué un certain nombre de paysans. Puis, ils sont allés dans le village voisin de Santa Elena et se sont emparés de Romila Hernandez, 21 ans. Ils l'ont violée puis décapitée.* (...) *Le même jour, un hélicoptère de l'armée salvadorienne est venu chercher les membres de l'escadron de la mort. »*

La partie essentielle de l'ouvrage traitant de la responsabilité des Etats s'articule autour des exemples de sept pays : Guatemala, Indonésie, Kampuchéa, Ouganda, Argentine, Inde et Libye. Elle fourmille de faits précis et met à nu une réalité que les gouvernements tentent par tous les moyens de faire oublier. C'est pourquoi il faut lire et faire lire le dernier rapport d'Amnesty International.

Jean Christophe

La deuxième mort de Mao (III)

●Derrière les succès économiques des deux dernières années, des acquis importants des masses chinoises seront-ils remis en question au nom de la *réforme* et de la *modernisation* ?

L'article ci-dessous est le dernier de la série que nous avons consacrée à plusieurs aspects essentiels de la situation intérieure chinoise à l'occasion de la visite à Pékin de François Mitterrand.

Le premier des articles (voir « Rouge » n° 1060 du 22 au 28 avril) rappelait quelques-uns des acquis fondamentaux de la révolution chinoise depuis la victoire de 1949. Acquis ayant radicalement transformé les conditions d'existence de l'ensemble de la population et qui expliquent, dans une large mesure, l'attachement des masses au régime, à ce qu'il représente d'essentiel : la fin du système d'exploitation, la collectivisation des grands moyens de production. Et cela malgré les insuffisances et les limites d'une gestion bureaucratique ; malgré les multiples et brusques changements d'orientation, toujours décidés au sommet.

Il évoquait le dernier en date de ces grands virages, illustré par les dénonciations systématiques des « méfaits de la révolution culturelle et de l'action de la bande des quatre » et des orientations ayant prévalu au cours de la décennie 1966-1976 désormais qualifiée de « parenthèse tragique » dans l'histoire récente du pays. Dénonciations signifiant, sur le fond, la mise en question de ce qui était présenté auparavant comme « l'acquis du maoïsme ».

Le deuxième article (voir « Rouge » n° 1062 du 6 au 12 mai) analysait les mutations extrêmement rapides que connaissent les campagnes chinoises depuis la mise en œuvre de la politique dite de « réajustements et de réformes économiques », adoptée lors du troisième plénum du comité central du Parti communiste chinois (PCC), en décembre 1978.

Réaffirmation du principe de la propriété collective de la terre mais, dans ce cadre, retour à la famille paysanne comme entité de base pour la production agricole ; relativisation néanmoins des principales structures nées de la collectivisation au profit du mode de fonctionnement inhérent à cette nouvelle économie paysanne familiale ; formation d'une couche relativement aisée au sein de la paysannerie comme aboutissement logique d'une politique de transformation des campagnes faisant essentiellement appel à l'intérêt matériel : ces mutations concernant la quasi-totalité des 800 millions de Chinois vivant directement de l'agriculture sont profondes et non exemptes de contradictions...

Dans ce troisième article, ce sont les implications sociales et politiques de ces « réformes » à partir de leur mise en œuvre au niveau de l'industrie et du commerce intérieur qui sont essentiellement traitées.

Nos unités de production étaient comme des barques sans moteur nécessitant toujours l'aide d'un remorqueur. L'objectif de la réforme économique est de les transformer toutes en barques à moteur. » L'image est souvent utilisée pour rendre compte de l'aspect le plus spectaculaire de cette « *réforme* » pour ce qui est de la production industrielle et de la distribution : la très large autonomie dont les entreprises disposeront désormais dans le cadre de l'économie planifiée.

Jusqu'à ces derniers mois, les transformations dans ces secteurs avaient été moins rapides, plus hésitantes que dans l'agriculture. De nombreuses expériences locales avaient été menées, sans que les bilans, s'ils furent tirés, soient toujours divulgués. Mais, depuis janvier dernier, les décisions se multiplient. Elles sont accompagnées d'une intense campagne de propagande selon laquelle il faut maintenant « *entreprendre les réformes sur tous les fronts, dans tous les secteurs, dans toutes les unités* ».

Les résultats positifs obtenus dans la province du Sichuan — où depuis deux ans 80 % de la production industrielle est le fait d'entreprises appliquant la réforme — sont, dans le même temps, systématiquement mis en avant. A l'évidence, ce qui a été tenté dans cette province sera, pour l'essentiel étendu au plan national sous peu.

Désormais les entreprises devront assumer profits et pertes. Après paiement d'un impôt de base, elles conserveront pour elles une bonne part de leurs bénéfices. Ceux-ci serviront à « *augmenter ou améliorer la production* » (réinvestissement) et à « *financer des réalisations de caractère social pour les travailleurs* ». Une partie sera distribuée à ces derniers sous forme de primes annuelles supplémentaires. Mais elles auront également le droit, lorsque les « *objectifs qui leur ont été fixés par le plan auront été atteints* », d'utiliser ces bénéfices pour le développement de « *productions nouvelles non prévues par le plan* ».

Les produits d'une entreprise qui ne sont pas achetés par les organismes spécialisés de l'Etat pourront être vendus à d'autres entreprises dans le cadre de « *relations commerciales bilatérales* » ou être écoulés « *directement sur le marché* ».

Après obtention d'une autorisation des services du commerce extérieur, une entreprise aura le droit d'exporter une partie de sa production. Dans ce cas, elle « *gardera pour elle une partie des devises obtenues* » qui pourra être utilisée pour « *importer les matières premières ou les nouvelles technologies* » dont elle a besoin.

Enfin, et ce n'est pas la moindre des « *innovations* », une entreprise aura aussi le droit de « *pénaliser les responsables des pertes* » occasionnées par des « *négligences dans le travail* » ou « *toute autre raison subjective* ». Dans les cas « *les plus graves* », ouvriers et cadres pourront être « *expulsés de l'entreprise* », en d'autres termes licenciés...

Très larges possibilités d'utilisation d'une partie de leurs profits, accès quasi direct possible aux marchés extérieurs, droit d'utiliser une part des devises ainsi obtenues, droit de licencier : la réforme économique ne conduit pas à une simple « *autonomie accrue* » des entreprises d'Etat, mais à une redéfinition complète de leur statut et de leur rôle impliquant des **modifications substantielles du fonctionnement du système d'économie planifiée jusqu'alors**. Modifications devant intégrer les profondes transformations dans l'agriculture (analysées dans l'article précédent) et le développement rapide — et officiellement encouragé — d'un secteur privé, artisannal et commercial, déjà fort de quelque trois millions de personnes.

Une économie à « trois secteurs »

De longs débats — sur lesquels peu d'informations sont disponibles — ont eu lieu entre les dirigeants du PCC sur ces questions fondamentales. On sait néanmoins que parmi les économistes membres de l'Académie des sciences sociales, plusieurs se sont prononcés contre le maintien d'une planification centralisée et impérative. Il s'agit sans doute d'une position extrême, mais il est significatif qu'à la veille du XII[e] Congrès du PCC (septembre 1982) la revue *Jingji Yanjiu* (Recherche économique) ait publié un article éditorial se concluant de la sorte : « *Si les entreprises jouissent d'une totale autonomie, si l'objet et le volume de leur production dépendent entièrement de l'offre et la demande du marché et obéissent à des critères de rentabilité financière, l'économie chinoise ne manquera pas de s'engager dans la voie du capitalisme.* »

Le rapport du secrétaire général Hu Yaobang à ce congrès est, à l'évidence, le produit d'un compromis. Selon lui, l'économie socialiste chinoise devrait, dans le futur, associer « *planification obligatoire, planification indicative et jeu du marché* ». Un système économique « *à trois secteurs* » est dès lors esquissé : une planification **centralisée et impérative** pour certains produits de base, industriels et agricoles ; des programmes directeurs **indicatifs** pour la production de la majorité des produits industriels et des biens de consommation ; un « *secteur libre* » pour les denrées alimentaires non essentielles, les produits et les services « *artisanaux* ». Ce système reposerait en premier lieu sur les « *conditions économiques objectives* » de l'offre et de la demande.

Placer le « *profit* » des entreprises « *aux postes de commande* », en faire à la fois le principal critère de la réalisation du plan — lorsque celui-ci est impératif — et le principal moteur « *autonome* » du développement économique comme le souhaitent pour le futur les dirigeants chinois, devrait, en toute logique, impliquer que les entreprises aient la possibilité de peser significativement sur des déterminants aussi essentiels de ce « *profit* » que, par exemple, les prix d'achat des matières premières et des infrastructures nécessaires à leur production ou les prix de vente de leurs produits finis. D'où la question à tous égards cruciale en Chine aujourd'hui : **la réforme du système des prix**.

Cette réforme découle de la division de l'économie selon « *trois secteurs* » :

— Les prix resteront fixés centralement pour les produits alimentaires de base, les grandes matières premières et quelques biens de consommation essentiels.

— Les prix de la plupart des produits manufacturés « *flotteront* » jusqu'à 20 % au-dessus et au-dessous d'un prix-repère fixé centralement.

— Les prix seront « *libres* » pour les produits agricoles non essentiels, les produits industriels et artisanaux dits « complémentaires ».

Un « socialisme aux couleurs de la Chine » ?

Il y a là, en concentré, les principales contradictions auxquelles conduit la politique de « *réformes* » de la bureaucratie chinoise.

Deux exemples, entre autres : outre qu'il va encourager les familles paysannes à se consacrer prioritairement à la culture des produits vendus sur les marchés libres au détriment des productions « *de base* », ce système va accélérer les différenciations dans les campagnes. Il va favoriser les industries modernes et performantes — concentrées dans les régions les plus riches — au détriment des unités moins compétitives des régions arriérées. Bref, dans tous les secteurs, à tous les niveaux, il ne peut qu'être source d'inégalités accrues ou nouvelles.

Les dirigeants chinois ne s'en cachent d'ailleurs pas. L'« *utopie égalitaire* » qu'ils attribuent à la « *révolution culturelle* » n'est-elle pas un des aspects de celle-ci qu'ils dénoncent le plus violemment, le plus fréquemment ?

Au-delà encore, ce sont des acquis fondamentaux des masses chinoises qui sont en voie d'être remis en question. Dans la logique de la priorité accordée au « profit », du droit accordé aux entreprises de licencier, une réforme du régime du travail est en cours. Elle vise à mettre progressivement fin au « *bol de riz en fer* », c'est-à-dire à l'assurance pour tous les travailleurs d'un emploi stable, d'un salaire et d'avantages sociaux fixes. Désormais, les relations entre unités de production et ouvriers seront fixés par contrats renouvelables (chaque année ou chaque trois ans) fixant les droits et les devoirs de chacun et indexant largement les salaires sur la productivité individuelle et les bénéfices de l'entreprise.

Est-ce le « *prix à payer* » pour la « *modernisation* » du pays comme le suggèrent les dirigeants chinois ? Les résultats économiques parfois spectaculaires obtenus depuis deux ans ne doivent pas faire oublier que la fameuse « *cinquième modernisation* » défendue par les opposants regroupés au sein du Mouvement démocratique chinois — la démocratie socialiste — est, à terme, la condition de toutes les autres. Sans elle, d'ailleurs, ce « *socialisme aux couleurs de la Chine* » dont il est de plus en plus question à Pekin, restera comme l'étiquette « *nationale* » d'un pouvoir bureaucratique parmi d'autres.

Jean-Pierre Beauvais

A Presles (dans la région parisienne)

21-22-23 mai, c'est la fête...

Des stands, de la musique, des débats...et de l'ambiance

C'EST donc ce week-end de Pentecôte qu'a lieu la fête commune LCR-LO à Presles. Trois jours de détente avec de la musique, des jeux, pour tous les âges et tous les goûts dans un cadre agréable où il fera bon se promener. Des dizaines de stands offriront des spécialités culinaires des quatre coins du pays et des quatre coins du monde. Chacun pourra les découvrir au hasard des clairières où seront disposés les stands.

Dans la fête, les enfants disposent d'un large espace où ils peuvent jouer tranquillement et où ils ont leurs propres spectacles.

Mais la fête ne se limite pas à cela. Des dizaines de forums se dérouleront tout au long de ces trois jours. Des débats sur tous les thèmes avec de nombreux invités et aussi les militants de la LCR et de Lutte ouvrière.

Notre journal a déjà annoncé la plupart des invités la semaine dernière : Denis Langlois, avocat et écrivain, Bertrand Tavernier, metteur en scène (*le Juge et l'assassin*, *Que la fête commence*...), Philippe Caubère, comédien et acteur, animeront chacun des débats largement ouverts aux interventions des participants. Plusieurs grands forums centraux seront organisés : sur le mouvement antiguerre avec Claude Bourdet, Antoine Sanguinetti, Miriam Bourgba, secrétaire du Mouvement de la paix ; sur la lutte révolutionnaire en Amérique centrale avec Victor Medrano du FDR, Jean Ziegler, député socialiste suisse. Les camarades Bensaïd, pour le premier forum, et Jean-Pierre Beauvais, pour le second, représenteront la LCR. Un débat important aussi entre les camarades de LO et de la LCR sur la crise et les réponses du mouvement ouvrier. Un représentant du PSU sera présent à ce débat. Un autre débat, la lutte des femmes, avec des représentantes du Planning familial, des groupes femmes, du PSU et de la LCR. La liste est longue.

Plusieurs sections de la Quatrième Internationale, les camarades Hugo Blanco et Ernest Mandel aussi, participeront à cette importante manifestation.

Une grande rencontre avec Abbey-Lincoln

LE 1er février 1960 à Greensboro, Caroline du Nord, aux Etats-Unis, a lieu le premier sit-in d'étudiants noirs. Rapidement le mouvement pour l'égalité des droits va se développer. Quelques mois plus tard, Max Roach, un des plus grands batteurs de la musique afro-américaine, enregistre un disque mémorable où l'artiste s'inscrit dans cette lutte en y apportant ses conceptions originales de créateur et se plaçant d'emblée à l'avant-garde de ce mouvement. Ce disque, c'est *We insist ! Freedom now suite*, titre éloquent : « Nous insistons ! Liberté maintenant », qui jouera un rôle d'accélérateur dans la radicalisation des Noirs dont beaucoup comprendront très vite les limites de la lutte non violente. Plus tard, ce qu'on appelera le free-jazz exprimera cette prise de conscience.

Celle qui chantait dans *We insist ! Freedom now suite*, c'était Abbey Lincoln. Samedi soir, vingt-trois ans après, elle sera à la fête LO-LCR.

Lucidité politique et conscience sociale, refus de l'opportunisme et des concessions, attachement et dévouement envers une cause que l'on sait juste, ne sont pas outre-Atlantique (et ailleurs) des qualités propices à favoriser une carrière dans le domaine artistico-public. Abbey Lincoln a très peu enregistré depuis 1960 et elle ne passe pas à Pantin mais plutôt dans les petits festivals de province comme à Coutances ou à Douai... Elle a pourtant une voix émouvante, tour à tour limpide ou cassée, brève ou appliquée, mêlée de rires ou dramatique, voix sortie tout droit de cette Afro-Amérique dont la chanteuse évoque violemment les luttes : cris stridents ou rauques, sifflements, souffles, claquements de langues... Une voix à écouter dans toutes ses failles et ses tremblements.

Alexis Violet

De nombreux débats

La fête c'est la liberté. La liberté des idées, la libre discussion entre tous ceux qui refusent l'exploitation, l'oppression.

Aussi pendant trois jours, le terrain de Presles sera un vaste forum avec des débats présentés par Lutte Ouvrière, la Ligue Communiste Révolutionnaire et de nombreux groupes invités.

Par ailleurs, des personnalités viendront parler de leurs travaux, ou encore exposer leurs conceptions, pour en débattre avec vous.

Nous pouvons d'ores et déjà annoncer :

SAMEDI

16 h 00 Denis Langlois, avocat, écrivain, **Police et justice aujourd'hui.**

17 h 00 MLF. **La confédération syndicale des femmes, pourquoi ?**

17 h 30 **La gauche, la justice, la police,** Michel Marcus, ancien secrétaire du Syndicat de la Magistrature, un représentant du syndicat des avocats de France, du Cosip, Véronique Brocard, journaliste à **Libération,** et Edwy Plene, journaliste au **Monde.**

18 h 00 Alain Scoff, écrivain, auteur du **Pantalon. La répression dans l'armée.**

18 h 30 **Le mouvement anti-guerre,** avec Claude Bourdet, Antoine Sanguinetti, Miriam Bourgba, secrétaire du mouvement de la Paix et Ben Said (LCR).

19 h 00 Marc Valleur, assistant du docteur Olievenstein, membre de l'Association nationale des Intervenants en Toxicomanie.

20 h 00 **La crise et les réponses du mouvement ouvrier :** débat entre la Ligue Communiste Révolutionnaire, Lutte Ouvrière et un représentant du PSU.

Et à une heure qui n'est pas encore précisée : Ducarroir, président de la FNRL, **Les radios locales privées au sein du changement social et politique, local et régional.**

DIMANCHE

11 h 00 La lutte des femmes, avec notamment des représentantes des groupes femmes, du planning familial, du PSU et de la LCR.

12 h 00 René Dumont : **Repenser nos conceptions du socialisme,** spécialement dans le Tiers Monde, Inde et Chine.

13 h 00 Expériences de luttes dans les entreprises qui ferment, avec des travailleurs des entreprises Henriot (porcelaine), Bella (poupées), Elastelle (textiles).

16 h 00 Maxime Rodinson : **La montée des courants intégristes musulmans.**

16 h 30 François J... à propos de ses derniers ouvrag... **...e d'or du Rock'n Roll** et **L'âge d'... de la Pop Music.**

17 h 30 Claude Villers : **Radio, télé, quel changement ?**

18 h 00 **La situation en Pologne,** avec Kowalewski (Solidarnosc), Daniel Singer (écrivain), Jacqueline Allio (LCR).

18 h 00 **Le sionisme et la lutte du peuple palestinien,** avec Amin Abou Assira, représentant de l'OLP.

19 h 00 **Le parti révolutionnaire et la IVe Internationale,** débat entre la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière.

Et à une heure non précisée pour l'instant : Le MLF : **Les femmes et la crise.**

LUNDI

11 h 00 Les mouvements révolutionnaires en Amérique centrale, Salvador, Nicaragua, avec notamment Victor Medrano, représentant du FDR du Salvador, Jean Ziegler député socialiste suisse et Jean-Pierre Beauvais (LCR).

Les luttes dans les entreprises, débat entre la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière.

13 h 00 Maurice Rajfus, **La communauté juive face à la guerre du Liban.**

13 h 00 **Le combat des travailleurs immigrés** avec différentes associations de travailleurs immigrés.

16 h 00 Brice Lalonde, **Le pouvoir de vivre.**

A des heures et des jours encore non précisés, nous aurons parmi nous :

Bertrand Tavernier, cinéaste (**Le juge et l'assassin, Que la fête commence**), sur le cinéma.

La compagnie Albert DELPY, **Pour les auteurs vivants du Théâtre.**

Philippe Caubere, comédien (le **Molière** de Mnouchkine), **théâtre et politique, où en est-on aujourd'hui ?**